

NOV 85

**Thèses politiques adoptées
par le VII^e Congrès
de la Ligue communiste révolutionnaire**

**XXVIII^e Congrès de la section française
de la IV^e Internationale**

**Avancer
vers un parti des travailleurs
Regrouper
une alternative anticapitaliste**



**Thèses politiques adoptées
par le VII^e Congrès
de la Ligue communiste révolutionnaire**

**XXVIII^e Congrès de la section française
de la IV^e Internationale**

**Avancer vers un parti des travailleurs
Regrouper une alternative anticapitaliste**

PRESENTATION

Le VII^e Congrès de la LCR s'est réuni à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) du 31 octobre au 3 novembre 1985.

Il a adopté des thèses politiques, ainsi que deux motions sur les élections de 1986 et une résolution concluant un débat spécifique sur la période. Ces textes, publiés ci-dessous, constituent l'orientation de la LCR jusqu'à son prochain congrès.

Préambule

L'échéance de 1986 polarise aujourd'hui l'ensemble des confrontations politiques et sociales en France. L'issue des législatives constituera incontestablement un reflet des rapports de forces entre les classes. Elle déterminera partiellement les conditions générales de la lutte des classes dans la phase qui suivra les élections législatives. Et elle sera l'occasion d'un débat de masse parmi les travailleurs et les militants ouvriers sur le bilan de l'expérience gouvernementale de gauche qui s'achève.

A travers son VII^e Congrès, l'analyse de la situation et des tâches qui en découlent pour le mouvement ouvrier et les révolutionnaires, la définition de ses axes d'intervention dans la crise et la recomposition du mouvement ouvrier, la LCR entend à travers sa campagne préparer cette échéance décisive, se placer dans les meilleures conditions pour aborder la situation qui en sortira, et contribuer aux discussions au sein du mouvement ouvrier.

1. 1981-1986 : la faillite du PS et du PCF et ses effets sociaux

Du 10 mai 1981, des millions de travailleurs escomptaient un « changement », un arrêt de l'offensive capitaliste contre l'emploi et les conditions de vie, symbolisée à leurs yeux par les plans d'austérité mis en œuvre par les gouvernements Barre successifs. Au terme de la législature qui donna une majorité absolue au PS et au PCF à l'Assemblée nationale, le bilan peut être rapidement fait. Le pouvoir d'achat ne cesse de se dégrader. Le chômage a progressé de 25 % depuis le 10 mai 1981. Des acquis arrachés de haute lutte sont remis en cause. La division s'approfondit au sein de la classe ouvrière. Il y a une réelle dégradation des conditions de vie et de travail de millions de salariés.

La politique de la gauche et son aboutissement inéluctable

Tel est l'aboutissement inéluctable de la politique appliquée au lendemain même des élections de mai et juin 1981. D'emblée, Mitterrand s'est coulé dans les institutions de la V^e République afin de renforcer son pouvoir personnel et de pouvoir plus facilement tourner le dos aux aspirations de son électorat, ainsi qu'aux pressions de sa majorité parlementaire. Son gouvernement a, dès l'origine, mis en œuvre une politique d'adaptation du capitalisme français aux conditions de la crise. Même les mesures censées symboliser le changement aux yeux des travailleurs ne se sont pas écartées de cette logique.

La tentative de relancer la production et les investissements par la relance de la consommation populaire, engagée au lendemain du 10 mai, tourna rapidement court. Elle provoqua en fait une forte augmentation des importations, une relance de l'inflation et un important déficit de la balance commerciale. Sauf à s'accompagner de mesures anticapitalistes incompatibles avec sa logique réformiste, la gauche ne pouvait, dès lors, que se heurter aux lois du marché mondial.

Devant cet échec, le gouvernement Mauroy s'aligna sur les politiques anti-ouvrières en vigueur dans l'ensemble des Etats occidentaux. Pour assurer la compétitivité internationale du capitalisme français, il s'attaqua à l'emploi, aux salaires, au système de protection sociale. Le premier plan d'austérité de juin 1982 bloqua les salaires, et le second en mars 1983, eut pour principal effet de casser les mécanismes d'indexation des salaires sur les prix. Dans la foulée, le gros de l'attaque gouvernementale et patronale se concentra sur l'emploi (plans de licenciements dans l'automobile, la Navale, l'acier et le charbon). Il se combina avec

la fermeture des frontières pour limiter l'immigration et avec la restriction des mécanismes de protection des chômeurs. Préparant l'avenir également du point de vue contractuel, le gouvernement encouragea, dès juin 1984, l'engagement d'une négociation entre patronat et syndicats sur la flexibilité du travail. Après la faillite de cette tentative, en décembre 84, le gouvernement se chargea de faire passer par décrets, le travail à temps partiel et les contrats à durée déterminée, comme il le fit pour les TUC.

Les attaques patronales et gouvernementales ont moins malmené le système de protection sociale que l'emploi et les salaires, à l'exception cependant de l'allocation pour licenciement économique, du forfait hospitalier et du relèvement des cotisations sociales. Elles ont en tout cas permis un net redressement des profits qui tendent à retrouver leur niveau d'avant la crise, même si cette tendance demeure insuffisante pour opérer une relance de l'accumulation du capital.

Sur la classe ouvrière et le mouvement de masse, cette politique a eu deux effets liés. D'une part, elle a accru la défiance des masses envers les dirigeants réformistes au pouvoir et les organisations ouvrières traditionnelles qui tendent de plus en plus à être perçues comme s'éloignant des aspirations exprimées par le vote du printemps 1981. Toute une génération de militants et de travailleurs fait ainsi une nouvelle expérience pratique de la faillite des orientations réformistes. Cela peut constituer un point d'appui précieux pour les recompositions du mouvement ouvrier. Mais d'autre part, en l'absence d'alternative politique crédible, les développements de la situation combinés aux attaques du patronat et à l'offensive de la droite, sèment le désarroi, contraignant la classe ouvrière à une position défensive. Ils freinent sa riposte ou la font échouer, et débouchent sur une détérioration du rapport de forces au détriment des travailleurs.

La combativité de la classe ouvrière est à son niveau le plus bas depuis 1965, en dépit de l'ampleur sans précédent des attaques portées contre elle. Les effectifs des organisations ouvrières ont considérablement chuté. Les suffrages recueillis par les organisations ouvrières ont baissé, ce qui témoigne du rejet de la politique gouvernementale, en même temps que des phénomènes d'impuissance et de confusion dans certaines parties de l'électorat populaire. Par ailleurs, on peut constater les progrès du racisme et la régression des luttes sur un certain nombre de thèmes comme le féminisme ou l'antimilitarisme. Ces différents facteurs traduisent un recul du niveau de conscience dans de larges secteurs de la classe ouvrière.

La droite et l'extrême droite profitent de la situation

Si, depuis 1981, la situation n'a pas été marquée par des affrontements de classes majeurs, ces cinq années, cruciales dans l'expérience politique de toute une génération de travailleurs, ne peuvent être dépeintes comme celles d'un calme relatif. Quelle qu'en soit l'issue, les élections de mars 1986 ne pourront de toute façon enregistrer aucun « retour à la normale ».

Dans la société comme parmi les forces des deux classes fondamentales qui la structurent, la crise économique et la politique d'austérité ont fait leurs effets sans attendre.

La droite a pleinement profité de cette situation. Consultation après consultation, elle a engrangé les bénéfices des trahisons gouvernementales jusqu'à récupérer une partie des suffrages qui se portèrent sur Mitterrand en 1981 et à redevenir majoritaire dans le corps électoral.

L'orientation choisie par la droite et le patronat s'est donc révélée payante. Dès le lendemain de la victoire de la gauche, ils entreprirent de regrouper l'ensemble du camp réactionnaire et développèrent simultanément une politique de pression sur le gouvernement pour qu'il satisfasse leurs exigences et une tactique d'affrontements sur les terrains où ils pensaient jouir d'un rapport de forces favorable. Ils organisèrent ainsi successivement la mobilisation de toutes les catégories qu'ils contrôlaient : petits patrons, commerçants, paysans, médecins et professions libérales.

Cette offensive a culminé avec la manifestation nationale pour l'école privée, le 24 juin 1984 après les élections européennes, et avec le chantage sénatorial sur la loi Savary. La question scolaire a ainsi concentré un moment les enjeux politiques de toutes les parties en présence. Mitterrand a cédé sur toute la ligne : la reconnaissance ouverte des lois antilaïques, combattues par la gauche pendant vingt-trois ans, a symbolisé le passage du gouvernement Mauroy au gouvernement Fabius, sous la bannière de la « modernisation » et du « rassemblement ».

Une formidable campagne de réaction idéologique déferle depuis plusieurs années sur le monde capitaliste. Elle s'alimente à l'angoisse, à la détresse sociale des couches populaires les moins conscientes ou les plus frappées par le chômage et l'austérité.

Profitant du discrédit de la gauche réformatrice enfoncée jusqu'au cou dans la gestion de l'austérité, exploitant habilement l'absence de solution crédible du côté du mouvement ouvrier, utilisant toute l'aide cynique que lui ont procuré les dirigeants social-démocrates pour embarrasser les partis traditionnels de la droite, Le Pen et le Front national ont réussi à s'établir, en peu de temps, sur la scène politique en y stabilisant un électorat d'environ dix pour cent.

Jusqu'à présent, cette percée n'est qu'électorale, et le Front national reste encore une formation qui agit surtout dans le domaine institutionnel, où son émergence est l'un des faits principaux de la vie politique française depuis 1981. Pourtant, l'aggravation de la crise elle-même, grosse de frustrations et d'exaspérations sociales, pourrait charger cette extrême droite d'une mission somme toute classique : celle de servir de fer de lance contre les mobilisations démocratiques et ouvrières. Avec l'élargissement de la base populaire du Front national, cette menace, en tout cas, doit être prise au sérieux.

La droite est loin d'avoir résolu sa crise de direction qui, déjà, joua un rôle dans l'échec de Giscard face à Mitterrand. La poussée actuelle du Front national n'en n'est qu'une nouvelle manifestation. Pour donner toute sa cohérence à leur stratégie de reconquête du pouvoir, les partis bourgeois doivent en effet se doter d'un projet politique cohérent et de la base sociale permettant d'asseoir un gouvernement stable, de résoudre le problème de leur chef de file et redéfinir le rôle respectif de chacun d'entre eux. C'est l'incapacité de résoudre ces problèmes qui alimente aujourd'hui les rivalités internes à l'opposition comme elle lui interdit auparavant de se lancer dans une offensive « extra-parlementaire » visant à déstabiliser la gauche par la rue.

L'essor de l'extrême droite ne fait qu'aviver ces contradictions. RPR et UDF risquent en 1986 de devoir leur majorité aux voix du Front national. Pour éviter une telle situation et regagner la confiance des secteurs réactionnaires les plus radicaux — qui constituent une bonne partie de leur base militante — ils doivent radicaliser leurs discours et emprunter à Le Pen une partie de ses thèmes de propagande. Mais ils doivent simultanément éviter les dérapages incontrôlés, sous peine de voir se détacher d'eux les secteurs flottants de leur électorat et d'aboutir à l'affirmation de stratégies divergentes en leur sein. Jusqu'en 1986, et au-delà, la droite va donc se trouver dans une situation d'équilibre instable qui rendra impossible une réorganisation durable de son dispositif de combat.

Une nouvelle phase

Le changement de Premier ministre et la rupture de l'Union de la gauche en juillet 1984 marqua l'ouverture d'une nouvelle phase dans l'expérience ouverte par le 10 mai 1981. En utilisant les institutions bonapartistes de la V^e République qui lui permettent de concentrer le jeu politique entre ses seules mains, Mitterrand cherche à reprendre l'initiative, à opérer une rupture définitive avec l'héritage du 10 mai et à profiter de la crise de direction de la droite. A moyen terme, son projet vise à créer les conditions d'une politique de « troisième force », redistribuant fondamentalement les cartes politiques dans le pays et reposant sur la collaboration de la social-démocratie avec certaines fractions bourgeoises.

Trois conditions ont permis l'enclenchement d'une telle opération. Tout d'abord, la conjugaison de la crise et des reniements gouvernementaux ont suffisamment affaibli le mouvement ouvrier pour que ce dernier ne soit pas en mesure de faire échec aux manœuvres du chef de l'Etat. Ensuite, l'Union de la gauche avait épuisé sa fonction tactique, celle de permettre au PS de se reconstruire et d'accéder au gouvernement, pour finalement réduire la place du PCF. Enfin, le PS faisait la démonstration de sa compétence dans la gestion des affaires du capital.

Il reste que le projet présidentiel se heurte à un certain nombre d'obstacles. L'affaiblissement de la gauche ne suffit pas à convaincre une partie significative de la droite de se rallier à Mitterrand. Les appareils réactionnaires ont jusqu'alors su conserver l'unité suffisante pour faire échouer les initiatives gouvernementales. A conduire une politique de droite, les gouvernements de la gauche, en cinq ans, ont rejeté les hésitants dans les bras de l'opposition et ont dissuadé des centaines de milliers d'électeurs de gauche de voter pour elle. Mitterrand est prisonnier de cette contradiction : le dégagement d'une alliance avec la droite supposait un affaiblissement préalable du mouvement ouvrier ; en retour, cet affaiblissement laisse espérer à la droite une reconquête de la majorité parlementaire et du gouvernement.

2. L'ébranlement du mouvement ouvrier

Sous le double impact de la crise capitaliste et de l'expérience gouvernementale de la gauche, le mouvement ouvrier français connaît un formidable ébranlement. C'est une véritable mutation qui est engagée.

En l'absence de grands affrontements de classes, qui pourraient seuls accélérer et catalyser les phénomènes actuels, en les orientant dans le bon sens, ceux-ci s'opèrent largement « à froid ». D'où l'ampleur des glissements à droite et les difficultés pour les travailleurs de peser afin de modifier dans un sens positif ces évolutions.

Trois facteurs se combinent pour jouer en négatif par rapport à cette situation :

- le faible niveau d'activité de la classe ouvrière ;
- l'absence de courants critiques constitués au sein des organisations majoritaires, ou leurs limites quand ils existent (CFDT et FEN) ;
- les faiblesses politiques et organisationnelles de l'extrême gauche.

Pourtant, cette crise constitue un des éléments centraux de la situation politique. Elle traduit une réelle perte de contrôle des appareils par rapport aux masses, résultat combiné de la crise stratégique des directions majoritaires et de l'expérience accumulée par les travailleurs, les avancées de certains secteurs critiques. Cette crise, pour être appréhendée dans toute sa complexité et ses implications, doit être étudiée de façon approfondie. C'est en effet en grande partie en fonction d'elle qu'il nous faut apprécier la place politique que nous devons acquérir et les tâches qui sont les nôtres.

Il ne s'agit pas du simple délabrement d'un mouvement ouvrier incapable de faire face à la crise capitaliste et à l'offensive patronale, impuissant à préserver ses bases ouvrières et à enrayer le recul de la classe ouvrière. Ces facteurs, déterminants, se combinent avec les réactions d'une partie de la classe ouvrière, ses secteurs les plus avancés qui constituent l'enracinement des syndicats et organisations ouvrières. Ces derniers prennent dramatiquement conscience de la politique réelle des directions, de l'inefficacité des instruments qu'elles se sont appropriés. La désaffection massive des travailleurs par rapport aux syndicats et aux partis majoritaires, d'une part, les crises internes qui tendent à se développer en leur sein, d'autre part, traduisent fondamentalement cette situation.

Celle-ci est transitoire, elle peut être modifiée en fonction des évolutions sociales et politiques. Mais, d'ores et déjà, elle rend perceptible l'enjeu majeur qui est au cœur de l'expérience actuelle : ou la menace d'une formidable régression du mouvement ouvrier, ou la chance d'une recomposition débouchant sur de nou-

veaux équilibres marqués par l'affirmation de forts courants lutte de classe et d'un pôle révolutionnaire crédible.

La crise sans précédent du PCF

Le PCF connaît une crise sans précédent qui, potentiellement, met en cause sa place même au sein du mouvement ouvrier et ébranle en profondeur ce dernier. Les phénomènes les plus visibles — perte de la moitié de l'électorat entre 1979 et 1984, chute d'une partie des positions gagnées de longue date au sein de l'Etat bourgeois, anémie des capacités militantes, effondrement du crédit politique, etc. — constituent l'expression d'une véritable crise d'identité. L'ensemble des références constitutives du PCF sont, en effet, mises en question. C'est en ce sens que l'on peut parler de crise historique.

Cette crise ne laisse à la direction qu'une modeste ambition : enrayer ses effets les plus dévastateurs. Avec le XXV^e Congrès, il s'est agi pour elle de reprendre en main l'appareil et d'amener le parti à se replier dans l'attente d'une situation plus favorable : celle qui devrait voir, après 1986, le déclin du PS et la remise en selle de la droite. Sacrifiant tous les bénéfices politiques qu'elle pouvait escompter de sa participation au gouvernement, elle a engagé le parti dans un retour critique sur vingt-cinq ans d'histoire se concluant par la dénonciation de toute la démarche d'union qui l'a guidée au long de cette période. A ce prix, elle a empêché l'affirmation de courants critiques construits porteurs d'orientations cohérentes.

Les « rénovateurs » constituent la forme actuelle des courants de droite qui se sont développés depuis des années dans le PCF. Ils représentent l'aboutissement logique de l'opportunisme de droite pratiqué par les partis communistes. La dynamique qui est la leur en tant que courant ne les conduit pas à s'inscrire dans une perspective anticapitaliste dont, d'ailleurs, ils ne se revendiquent pas. Pourtant, certains militants qu'ils influencent sur la base de leur aspiration à une démocratisation de la vie interne du PCF, peuvent rejoindre le combat de classe. Par ailleurs, l'affirmation d'un courant de type afghan (incarné en France par J. Vermeersch) a échoué au sein du PCF. Cette situation fait que beaucoup de militants, même s'ils restent marqués par le stalinisme, se définissent en référence à des positions lutte de classe abandonnées par la direction du PCF. Ces militants ont, potentiellement, toute leur place dans les regroupements d'alternative anticapitaliste.

Si la direction a gagné du temps et écarté les risques d'éclatement, elle n'a rien résolu pour autant. Il lui a fallu prendre acte des mouvements de révolte contre elle qui existent au sein du parti et face auxquels le XXV^e Congrès ne peut être qu'un facteur d'aggravation : la fronde de quelques grosses fédérations et sections d'entreprises, le mouvement d'abstention qui, pour la première fois, a fait voler en éclats l'unanimité traditionnellement de rigueur constituant des faits irréversibles. Du coup, cette direction se trouve davantage affaiblie politiquement et discréditée au lendemain du XXV^e Congrès.

Par ailleurs, son pari politique apparaît entaché de lourds handicaps. Il n'est pas sûr que les travailleurs et les militants soient prêts à donner acte à la direction qu'elle n'a « aucune responsabilité » dans la situation créée par l'expérience du gouvernement de gauche. L'orientation du NRPM (nouveau rassemblement populaire majoritaire) apparaît difficilement concrétisable dans la situation ac-

tuelle. Associant une prétention « gauche », qui n'est que le masque de la division, et les pires glissements droitiers, sous couvert des nouveaux critères de gestion, elle est bien incapable d'apporter le moindre début de réponse sur les questions : comment lutter, comment réaliser l'union, ne serait-ce qu'à la base, comment répondre aux échéances politiques à venir ? Le discrédit politique de la direction, les doutes des militants sont tels qu'il n'est pas sûr que le PCF, même dans le cas de figure envisagé, soit en mesure de se refaire sur la base d'une défaite du PS. Un seuil irréversible dans les évolutions contradictoires du PS et du PCF peut s'avérer franchi qui fasse que, de façon définitive, les reculs de l'un n'alimentent plus les avancées de l'autre...

Toutefois, un certain nombre de travailleurs parmi les plus combattifs risquent de prendre le discours sectaire et nationaliste du PC pour une véritable volonté de lutte ; oubliant la politique qui fut la sienne de 1981 à 1984, ils peuvent être amenés à voir dans le PC une véritable alternative anticapitaliste ; pour percer cet écran les paroles ne suffisent pas et les révolutionnaires doivent entraîner avec eux dans l'action contre l'austérité les travailleurs combattifs abusés par le PC.

La crise du PCF ainsi comprise permet de dire que, de ce point de vue, une situation nouvelle est créée : le recul massif de ce parti peut entraîner un recul général pour le mouvement ouvrier, en même temps qu'il ouvre des possibilités sans précédent de recomposition de celui-ci.

Le bilan sévère du PS

Depuis le 10 mai 1981, le Parti socialiste n'a jamais pu trouver sa place. Confronté aux institutions de la V^e République et à l'usage qu'en a fait François Mitterrand, et paradoxalement lié par la majorité absolue dont il dispose au Parlement, qui transforme immédiatement toute fronde en affrontement avec le gouvernement et le président de la République, il n'a pu que graduer son degré d'acquiescement à la politique gouvernementale et ne s'est jamais trouvé à l'origine de quelque initiative que ce soit. Paradoxalement, c'est peut-être d'ailleurs ce qui lui a permis d'éviter toute fracture sérieuse, en gérant par la passivité les contradictions présentes en son sein, et de vivre l'après-mai sur le mode du dépérissement, et non sur le mode de la crise.

Ce bilan est quand même sévère : parti indépendant, le Parti socialiste n'a eu aucune existence autonome ; parti ouvrier, il a vu se distendre ses liens avec de larges fractions de la classe ouvrière ; parti de masse, il n'a pu initier aucune manifestation ; parti social-démocrate, il n'est jamais apparu comme l'instigateur de quelque réforme que ce soit. Du coup, loin de poursuivre son développement après le 10 mai, le PS a vu diminuer ses adhérents (entre 15 et 20 %) et surtout décliner son militantisme. La question « à quoi sert le Parti socialiste ? » est donc sur bien des lèvres.

Les conflits entre la couche des notables et la technocratie d'Etat sont restés limités, sans doute aussi parce que la décentralisation a donné aux notables l'illusion de gagner un peu d'autonomie et des miettes de pouvoir. Les divergences d'intérêt demeurent entre l'appareil du parti et les technocrates de l'appareil d'Etat, apparaissent parfois (flexibilité), mais n'ont pas encore atteint un point critique. En effet, pour l'essentiel, le Parti socialiste a répondu à cette situation par

l'évolution à droite des courants qui le composent, ou du moins de leurs états-majors. Cette évolution a surtout touché les courants mitterrandistes et CERES. Elle a également imbibé une partie du discours rocardien (disparition de la référence à l'autogestion par exemple) et suscité une scission du type « vive la crise » en son sein (néo-rocardiens). Il est cependant notable que cette évolution a moins affecté les courants à l'image la plus droitière, rocardiens et mauroyistes. En effet, à droite de la politique de Fabius, il n'y a plus beaucoup d'espace. Dans la mesure où son activité s'inscrit encore dans le champ du Parti socialiste, Rocard doit alors se contenter d'exhorter le parti à assumer les « évolutions positives » de la politique gouvernementale. Et Mauroy organise son image sur fond de nostalgie de l'Union de la gauche, mâtinée de quelques réactions

Cette réorientation d'ensemble a pu susciter des débats internes à chaque courant, a multiplié l'apparition de bulletins plus ou moins critiques et favorisé des glissements à gauche dans certaines fédérations, mais n'a entraîné ni recomposition générale, ni apparition d'un courant de gauche, fut-il embryonnaire.

Ce qui sera déterminant pour le PS sera d'abord ce qui se passera à l'extérieur du PS. En ce sens, même si les liens du PS avec la classe sont plus ténus qu'avant mai 1981, et même s'ils sont plus distendus que ceux qu'entretient encore le PCF, tout mouvement de la classe ouvrière aurait immanquablement des répercussions au sein du PS lui-même.

Après une défaite majeure du Parti socialiste en 1986 pourrait se dérouler, sur la base du bilan de la politique suivie depuis 1981, une recomposition à froid du type de celle qu'a connue la social-démocratie après 1958. Un courant de gauche pourrait apparaître dans une telle situation, mais son développement serait cependant freiné par le contexte (phase de recul du mouvement ouvrier) et par l'absence d'une période de maturation équivalente à ce qu'avaient représenté les guerres coloniales à la fin des années cinquante. Reste ouverte l'éventualité d'une situation où le PS — pour conserver le pouvoir — justifierait une alliance à droite, rendue possible par la constitution d'une « troisième force ». Parce qu'elle ne gère pas n'importe quel parti mais un parti social-démocrate reconstruit à partir d'Epiney sur le mode spécifique de l'Union de la gauche, la direction du PS appréhende d'être confrontée à une telle perspective.

C'est pourquoi elle peut se reconnaître davantage dans un projet de simple alternance avec les partis bourgeois dans le cadre des institutions de la V^e République ; cette idée relativise au sein du PS les conséquences d'une éventuelle défaite électorale en 1986 dans la mesure où l'alternance pourrait jouer de nouveau aux élections suivantes ; elle favorise aussi l'augmentation du nombre des partisans au sein du PS d'une candidature Rocard.

En tout état de cause, la situation du Parti socialiste après 1986 sera notablement modifiée. Sans doute conservera-t-il, une série de positions dans l'appareil d'Etat de la bourgeoisie. Mais les prébendes vont cependant diminuer massivement : du coup vont se multiplier les tensions internes, mais aussi vont se réduire les pressions que représente l'attribution de ces prébendes à de très larges couches de militants. Et surtout, le Parti socialiste n'est plus aujourd'hui aux yeux de millions de travailleurs un « parti de changement », même s'il peut apparaître encore, dans une situation marquée par la crise du PCF, comme le seul pôle de résistance à la droite et à l'extrême droite, ce qui donne d'ailleurs une coloration aux opérations de « front républicain » qui n'est pas uniquement de collaboration

de classes. Après 1986, dans le cadre d'une représentation parlementaire inévitablement diminuée, le Parti socialiste, dont les liens avec la classe ouvrière et la société civile sont plus faibles que ceux des social-démocraties nordiques, n'apparaîtra pas comme « le » parti ouvrier, expression unique sur le plan politique d'un mouvement ouvrier français qui aurait enfin rejeté la greffe imposée de l'extérieur au congrès de Tours.

Un syndicalisme en crise

La crise du syndicalisme connaît un nouvel essor car la situation ouverte par le 10 mai 1981 a ajouté de nouvelles contradictions se greffant aux causes plus anciennes de cette crise. L'hémorragie des adhérents et la désaffection militante n'ont pas été jugulées par la victoire de la gauche. Confrontées à un gouvernement essentiellement composé des deux principaux partis ouvriers, les centrales syndicales ouvrières ont joué la carte d'une intégration dans les rouages étatiques, pour pratiquer avec le gouvernement et le patronat une concertation permanente faisant l'économie de toute mobilisation d'ampleur.

Cette entreprise s'est soldée par un échec, malgré quelques velléités gouvernementales d'appuyer une telle démarche. La crise économique, l'offensive patronale et l'austérité gouvernementale n'offrent plus aucune miette à distribuer dans ces mécanismes de concertation, désormais grippés. Cela ne laissait aucune possibilité aux centrales syndicales d'endiguer leur perte de crédit et d'influence auprès des travailleurs par la conquête de positions institutionnelles.

Ce trait actuel de la crise du syndicalisme s'ajoute à ceux plus anciens qui caractérisent l'attitude de capitulation des directions syndicales nationales devant les effets sociaux de la récession capitaliste sur l'emploi, les salaires et la protection sociale des travailleurs. Chaque centrale, renonçant chacune dans son style propre à livrer les combats essentiels, avait adopté une politique de division avant le 10 mai. Alourdis par ces handicaps, les centrales syndicales ont chargé encore leur bilan par une étroite inféodation sans contrepartie aux gouvernements de Mitterrand. FO comprenant cette contradiction, s'est dessinée sur mesure une silhouette d'indépendance à l'égard du gouvernement de gauche.

Désormais le paysage syndical, installé dans une division vieille de huit ans, est bouleversé :

— La CGT continue son évolution droitière vers la gestion, les contre-propositions industrielles et nationalistes ; mais cette évolution est depuis 1984 masquée par le tournant prétendument gauche qu'elle a pris sur les injonctions du PC ; son nouveau langage de lutte et antigouvernemental voit cependant son efficacité contrariée par les soubresauts ultragauches et sectaires d'autant plus chaotiques que les intérêts particuliers de l'appareil bureaucratique de la centrale se heurtent conjonctuellement aux intérêts propres de celui du PC.

— la CFDT qui se donnait dans l'après 10 mai pour l'outil de rénovation du syndicalisme, apparaît mettre en cause la fonction syndicale elle-même au nom de ce modernisme qui lui fit précéder à plusieurs reprises les desideratas du gouvernement et du patronat en matière d'austérité ;

— la FEN, ayant capitulé en rase campagne devant l'offensive de la droite sur la laïcité, a contribué elle-même à ébranler sa propre identité. Cette faiblesse insigne

a donné un appétit scissionniste à FO, relayé par le PCI lambertiste, et à une fraction de l'appareil CGT. Ces deux manœuvres, dont le développement est plus que modeste en regard des espérances, montrent que l'accord tacite entre bureaucraties syndicales sur la syndicalisation des enseignants, domaine réservé en grande partie à la FEN, est durablement rompu ;

— FO semble tirer son épingle du jeu, ayant largement profité du soutien syndical sans réserve des autres centrales au gouvernement et du glissement à droite de certaines fractions de salariés qui donne un certain crédit à son discours sur la concertation. Néanmoins, la centrale de Bergeron va se confronter elle-même à une crise devant laquelle sa tactique risque de butter.

Les contradictions à l'œuvre dans chacune des centrales ouvrières ont pour la première fois des motivations communes, car elles sont le produit de la réaction à l'adaptation du syndicalisme à la crise du capitalisme. La révision en baisse des revendications, le refus de combat des centrales syndicales, la faiblesse de leurs réponses concernant la désyndicalisation, la jeunesse, les immigrés, les chômeurs favorisent des réactions dont le ressort est commun. En témoigne la résistance, du haut en bas, de la CFDT et de FO à la signature, fin décembre 1984, à l'accord sur la flexibilité.

Dans la CGT, l'attitude de repli sur le syndicat d'entreprise, les résistances diverses, la volonté des directions syndicales de garder une autonomie d'action dans le cadre de l'entreprise, montrent qu'existe un terrain fertile de contradictions. La juxtaposition du discours de division syndicale et politique à l'égard du PS et du discours sur les « nouveaux critères de gestion » paralyse la plupart des directions, dont la capacité d'encadrement interne se réduit.

La CFDT est le théâtre d'un mûrissement sans précédent d'une opposition de gauche au recentrage impulsé dès janvier 1978 par le rapport Moreau. La gauche, arrivée au pouvoir, reçoit des conseils en matière d'austérité de la part de la direction Maire, soldant sans hésiter des acquis de longue date des travailleurs. Prétendant sacrifier le pouvoir d'achat à l'emploi, elle ne lutta pas contre les licenciements. Ce faisant, elle abandonna toute perspective de mobilisation, pendant la période 1981-1985. Apparue comme la centrale la plus liée au gouvernement, elle en paye désormais le prix en effectifs et en score électoral. Plus substantiellement, l'opposition, unifiée derrière le texte de la fédération Hacuitex, recueillant la signature de 300 syndicats, est apparue lors du congrès de Bordeaux avec une constance remarquable dans ses votes comme dans son projet alternatif pour l'après-congrès. La bi-polarisation opérée lors des assises de Bordeaux fait apparaître une majorité des plus fragiles, fondée sur un réflexe d'unité de la confédération, face à l'absence, à cette étape, de direction alternative, de front conjoncturel plus tourné contre la gauche que vers l'adhésion au projet moderniste de Maire. Le solde étant bien l'apparition d'une possible alternative globalement crédible à la direction Maire dans la CFDT.

Dans la FEN, l'échec patent de la direction, s'il ne produit pas immédiatement des effets spectaculaires en raison des pesanteurs de fonctionnement interne, produit les éléments d'une recomposition d'une opposition plus large que les frontières établies par les tendances actuelles.

Le mouvement syndical, en profonde mutation et en grande instabilité,

demeure donc néanmoins le lieu privilégié d'expression des contradictions internes au mouvement ouvrier.

Le mouvement des femmes

Le mouvement des femmes, apparu dans la foulée de Mai 68, continue d'exister nationalement, bien qu'il connaisse un affaiblissement important et des difficultés de plus en plus grandes pour peser sur la scène politique.

Le mouvement s'est confronté, comme le reste du mouvement ouvrier, à la politique gouvernementale. Celle-ci a eu comme principal objet de permettre le développement du travail à temps partiel, et de légitimer les mesures natalistes par l'adoption du Plan famille. Ces mesures se situent clairement sur le terrain du renvoi d'une partie des femmes au foyer. Elles procèdent de la même logique que l'abandon du programme d'équipements collectifs, de l'interdit du regroupement familial pour les immigrés, du recul sur la loi antisexiste dont le ministère Roudy avait un temps fait son objectif.

De ce fait, une radicalisation s'opère dans les débats du mouvement des femmes, sur les questions du temps partiel, du regroupement unitaire des forces actuelles, du refus de brader les revendications les plus importantes des groupes et associations, notamment le Mouvement français pour le planning familial.

Néanmoins, le trait dominant caractérisant les forces féministes est l'affaiblissement général, en capacité de mobilisation et en nombre de militantes. Le Planning familial (MFPF) occupe une place spécifique, en tant qu'organisation structurée nationalement qui, par ses activités, est en contact permanent avec des femmes de la classe ouvrière. C'est actuellement la force féministe principale sur la base de la défense des revendications. Sa volonté d'unité avec le mouvement des femmes comme avec le mouvement ouvrier, vérifiée dans la pratique, lui donne en outre un rôle important dans les processus de reconstitution des forces féministes, même si ses capacités de mobilisation demeurent assez faibles.

La direction de « Psychanalyse et politique » a abandonné tout projet de construction du MLF autour d'elle, maintenant seulement son activité commerciale.

Les groupes de féministes « radicales » se sont en grande partie déstructurés après 1981, par l'intégration de certaines dans les sphères gouvernementales, le repli sur les activités de recherche ou le repli idéologique théorisé comme volonté de « dépasser les vieilles formes de militantisme », évitant ainsi de mener les batailles concrètes face aux attaques. Elles gardent toutefois une audience idéologique notable, y compris chez des femmes du mouvement ouvrier.

Parmi les groupes du mouvement qui se situent sur des bases militantes de classe, ceux qui sont insérés dans un cadre large (maisons de femmes regroupant plusieurs structures, etc.) et ceux dont les activités sont ouvertes par rapport aux demandes concrètes des femmes, ont mieux résisté.

Les commissions syndicales femmes ont également connu un affaiblissement important. Toutefois, la radicalisation féministe continue à s'exprimer dans tous les syndicats, au travers de batailles menées essentiellement autour de la défense du droit total à l'emploi pour les femmes.

3. Reconstruire un rapport de forces favorable aux travailleurs

Le contexte politique et social est marqué par deux traits fondamentaux. D'une part, la classe ouvrière se trouve rejetée sur la défensive et subit une dégradation importante de ses positions. D'autre part, la crise des directions réformistes accentue les phénomènes de recomposition et de différenciation internes au mouvement ouvrier. Ceux-ci se heurtent néanmoins aux limites induites par la faiblesse de l'activité des travailleurs, la disparition de perspectives politiques. Ces coordonnées fixent clairement notre ligne d'intervention dans toutes les échéances politiques et sociales : la défense des intérêts de la classe ouvrière.

A travers les luttes partielles, les expériences politiques que sont en train de faire de nombreux secteurs, les manifestations de refus de subir les effets de la crise, nous œuvrons à la recomposition d'un rapport de forces favorable à la classe ouvrière, afin de recréer les conditions permettant à celle-ci de passer à la contre-offensive. Dans ce cadre, notre ligne d'intervention dans la situation politique et sociale s'ordonne autour de trois éléments fondamentaux :

— la bataille pour reconstruire une mobilisation ouvrière et populaire d'ampleur contre les attaques des possédants et du gouvernement, contre l'offensive de la droite et de l'extrême droite. Ce qui combine le développement d'une politique de front unique autour de la défense intransigeante des revendications correspondant aux intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, la formulation de propositions d'action et de débat adaptées à la situation, la défense d'une orientation anti-capitaliste s'opposant à celle des directions réformistes ;

— la construction d'une force alternative aux organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, capable de lier les propositions d'action immédiates à une solution politique d'ensemble, reposant sur la nécessaire rupture avec le capitalisme ;

— la construction de la LCR, autour de cette perspective d'ensemble, afin de renforcer ses capacités d'intervention dans toutes les échéances politiques et sociales, dans toutes les manifestations de recomposition du mouvement ouvrier.

La riposte nécessaire

Les luttes ouvrières déclenchées en résistance aux agressions patronales et gouvernementales développent toutes des caractéristiques identiques. L'isolement et le morcellement des conflits, la division accrue du mouvement syndical, la tactique des confédérations constituent autant d'obstacles à la réalisation des

mobilisations nécessaires. On ne peut dès lors miser sur le surgissement de tendances à la généralisation, voire à la centralisation des mouvements sociaux.

Dans ces conditions, pour œuvrer à la reconstitution d'un cadre favorable à la riposte ouvrière, le thème de l'unité, du front unique des travailleurs et de leurs organisations pour la défense des conquêtes sociales de l'emploi et du pouvoir d'achat est plus que jamais une bataille centrale. En cette situation défensive, elle correspond au besoin de la classe ouvrière de souder les rangs afin d'empêcher les plans patronaux de produire leurs effets en stratifiant chaque jour davantage ses diverses catégories et de s'opposer aux manœuvres des appareils bureaucratiques. En outre, elle s'avère une arme essentielle pour s'adresser aux militants critiques du PS et du PCF, à ceux des syndicats dont l'évolution politique peut-être favorisée par la vérification, dans l'action commune, qu'il est une autre voie pour le mouvement ouvrier que celle de la résignation face à la crise.

Face à l'ampleur des attaques portées contre les acquis ouvriers, une riposte d'ensemble de la classe ouvrière est objectivement nécessaire. Nous devons à la fois donner des explications sur la nécessité d'un mouvement d'ensemble et faire des propositions concrètes pour avancer dans cette voie en situant la responsabilité des directions syndicales.

Cette démarche vise à l'unification politique des travailleurs, pour la défense de leurs intérêts. Elle répond à la nécessité de mettre un coup d'arrêt à l'attaque frontale et coordonnée subie par la classe ouvrière. Et elle a pour objectif de permettre à cette dernière de retrouver la confiance dans sa force collective. Après 1986, cette ligne d'action sera d'autant plus décisive que les travailleurs se trouveront confrontés à une offensive capitaliste redoublée.

Pour avancer dans cette voie aujourd'hui, nous ne pouvons cependant nous contenter d'explications générales sur la nécessité objective d'une action d'ensemble. Nous devons travailler à surmonter l'éparpillement des luttes et à lever tous les obstacles à l'action de masse.

Contre l'éclatement, la division de la classe ouvrière, nous expliquons inlassablement les enjeux de l'unité indispensable entre chômeurs et actifs, entre hommes et femmes, entre Français et immigrés. En effet, avec le développement de la crise, la politique capitaliste vise tout à la fois à jouer sur l'existence d'un fort volant de chômage pour limiter l'activité des travailleurs, à désigner les immigrés comme les boucs émissaires afin d'infliger une lourde défaite à cette fraction du prolétariat, à porter une attaque brutale au droit des femmes à l'emploi par le développement d'une campagne idéologique réactionnaire en faveur de leur « retour au foyer ». Cela implique que la défense des droits des chômeurs ainsi que l'activité antiraciste et antisexiste soient au cœur de la bataille pour l'unification de la classe ouvrière.

Pour reconstituer l'unité et la solidarité des travailleurs, nous défendons autour de l'axe de la semaine des 35 heures sans diminution de salaire un ensemble d'objectifs susceptibles d'impliquer les plus larges secteurs : le refus de tout licenciement, un emploi stable pour tous et pour toutes, le droit à la protection sociale pour tous, la défense du pouvoir d'achat et l'indexation des salaires, des retraites et des allocations chômage, l'extension des droits des chômeurs, etc. A la volonté patronale d'obtenir une main d'œuvre flexible, nous opposons la logique des besoins pour vivre décemment : refus du travail de nuit, ou à temps partiel, de l'intérim, des horaires inhumains, des conditions de travail dégradant la vie

quotidienne etc. Contre le fatalisme face à la crise, nous popularisons les mesures de rupture avec le capitalisme qui, seules, peuvent permettre de répondre à l'intérêt du plus grand nombre, autour d'un programme d'action anticapitaliste.

Sur la base de ces exigences, notre intervention vise à définir, dans chaque secteur comme dans les organisations syndicales, les objectifs de lutte, le cadre de bataille unitaire et le plan de mobilisation aptes à impulser la mise en mouvement des travailleurs. Nous nous efforçons de susciter les plus larges discussions publiques sur les moyens de modifier la situation et les rapports de forces. Face à la division, nous prenons toutes les initiatives pouvant contraindre les organisations syndicales à s'unir, à tous les niveaux.

Construire, développer et consolider la mobilisation nécessite une action systématique en faveur du contrôle démocratique de leur lutte par les salariés, de toutes les formes possibles d'auto-organisation :

- utilisation des droits syndicaux dans l'entreprise dans le but de développer l'unité et la mobilisation ;
- assemblées générales décisives ;
- comités de mobilisation regroupant syndiqués et non syndiqués ;
- comités de grève quand les conditions sont remplies.

Dans le contexte actuel de division, de discrédit et de régression des capacités d'organisation des syndicats, ces formes d'organisation ouvrière diverses sont un moyen d'assurer le développement de la mobilisation et l'unification des travailleurs autour de leurs revendications.

Dans ce cadre, les tâches de solidarité avec les secteurs en lutte acquièrent une importance décisive. Elles permettent de faire apparaître une autre voie que la résignation, le repli ou le corporatisme. Elles sont une condition essentielle pour briser l'isolement des conflits, et elles fournissent l'occasion de démontrer que toute avancée dans un secteur constitue une position acquise qui, tôt ou tard, contribuera à l'amélioration du rapport des forces global.

Enfin, dans certaines conditions, cette démarche du « tous ensemble » prend une dimension politique contre les attaques des capitalistes et du gouvernement : par exemple la bataille pour un contre 24 juin (manifestation de la droite pour l'école privée) ou l'objectif avancé d'un million d'antiracistes à Paris.

Telle est la voie pour avancer, pour travailler à sortir les luttes de leur état présent d'atomisation, pour favoriser, chaque fois que c'est possible, l'extension des conflits sur un secteur ou une branche. Cette voie est sans doute difficile à emprunter. Mais c'est la seule qui évite, d'une part, un repli faussement réaliste sur l'action entreprise par entreprise et, d'autre part, un propagandisme abstrait et inefficace. C'est la seule qui permette également de mener, dans le mouvement syndical, un débat nourri par l'expérience pratique sur une stratégie alternative à celle des confédérations. Bâtir les conditions d'une contre-offensive ouvrière et populaire nécessite également de savoir se saisir de toute mobilisation, même partielle ou s'opérant à un niveau élémentaire, comme autant d'éléments de recomposition des capacités de lutte collective du mouvement de masse. Cela implique, en particulier, d'adapter nos propositions et nos formes d'intervention au niveau politique réel de ces mobilisations, qui reflètent en général les caractéristiques de la situation politique et du niveau de combativité et de conscience des masses.

Dans ce cadre, le combat pour les droits et l'organisation des chômeurs constitue un enjeu majeur pour le mouvement ouvrier. Si les salariés privés d'emploi se montrent très méfiants envers les syndicats, leur attitude ne débouche pas majoritairement sur une claire conscience du combat à mener, aux côtés de la classe ouvrière active. Tout au contraire, ce milieu peut se révéler très sensible à l'idéologie du « partage des sacrifices » voire à la pénétration de thèmes ultra-réactionnaires et xénophobes. Ce danger risque même de s'accroître au fur et à mesure que la crise s'approfondira, si les organisations ouvrières se montrent incapables d'y apporter les réponses adéquates.

C'est pourquoi, tout en luttant au sein des confédérations syndicales pour qu'elles prennent en charge la défense des droits des chômeurs, nous mettons tout en œuvre pour que ceux-ci s'organisent dans l'unité et agissent en liaison étroite avec le mouvement ouvrier organisé.

Le développement récent du Syndicat des chômeurs et des « Maisons de chômeurs » montre qu'une fraction de ce milieu cherche désormais la voie de l'action collective. Quelles que soient les limites de la structuration démocratique de ce mouvement et l'orientation de sa direction, il peut représenter un pas vers la construction, par les chômeurs, de leur propre instrument de combat, afin de rompre leur isolement. Au-delà de l'existence du Syndicat des chômeurs, nous soutenons donc et favorisons l'organisation des sans-emploi, la création d'associations locales et de « maisons des chômeurs », en combattant pour la démocratie au sein du mouvement et sa fédération inter-régionale. Et nous nous battons pour sa jonction avec le mouvement ouvrier. Parallèlement, nous militons pour que les centrales ouvrières soutiennent le mouvement d'auto-organisation en cours, appuient les luttes des sans-emploi contre les expulsions ou contre les coupures de courant, leur apportent toute l'aide financière et juridique nécessaire, intègrent la défense des droits des chômeurs dans leurs plates-formes revendicatives.

Pour le mouvement autonome des femmes

Sous les coups conjugués de la crise et de la politique gouvernementale d'austérité, les femmes connaissent une aggravation importante de leur situation. Elles se trouvent, de surcroît, confrontées au reniement des directions bureaucratiques, à leur refus d'organiser la riposte qui s'impose et à défendre les intérêts des femmes, au nom du « réalisme » face à la crise. Dans ces conditions, l'ampleur de la radicalisation féministe, qui continue à apparaître dans la volonté des femmes de se maintenir sur le marché du travail et le refus du statut social qui leur est dévolu, n'a pas empêché une dégradation importante de la conscience féministe en tant que volonté collective des femmes de se battre pour leur libération. Le féminisme comme valeur de transformation globale des rapports sociaux marque le pas. Pour les forces féministes la situation présente des éléments contradictoires. Le trait dominant en est leur affaiblissement important. En nombre de militantes (à l'exception du Mouvement français pour le planning familial) comme en capacités de mobilisation. Mais une telle situation voit également apparaître des éléments de politisation et un début de redécoupages politiques, pour les courants qui sont le plus confrontés aux demandes concrètes des femmes.

Cela donne toute sa place à notre bataille stratégique pour la construction d'un

mouvement autonome des femmes. Pour avancer dans la perspective de la fédération unitaire, regroupant les femmes des divers courants féministes (mouvements, syndicalistes, Planning, femmes d'associations), les rythmes seront lents, les processus de recomposition complexes. Les médiations qui vont dans le sens du regroupement des forces féministes prennent dès lors toute leur importance. C'est pourquoi nous devons tout faire, à notre mesure, pour garantir le succès d'initiatives comme la rencontre des lieux de femmes, qui visent à jeter les bases d'un tel regroupement.

Dans l'ensemble de nos activités, nous visons à créer les conditions de la mobilisation unitaire pour la défense des intérêts des femmes, sous l'impulsion du mouvement ouvrier et du mouvement des femmes, autour d'axes de mobilisation : pour le droit à l'emploi des femmes, les 35 heures sans réduction de salaire, le développement des équipements collectifs, contre les mesures natalistes, pour le droit à l'avortement et à la libre disposition de leurs corps par les femmes. Si la question du droit à l'emploi revêt à l'évidence un caractère central, les autres axes peuvent, en fonction de l'évolution de la situation et des attaques possibles, être au centre de mobilisations dans les années qui viennent.

Par les discussions politiques avec les responsables, personnalités et militantes féministes et surtout par les activités communes menées en direction des femmes, nous visons à faire en sorte qu'une alternative anticapitaliste intègre dans sa composition comme dans ses objectifs la nécessaire dimension féministe.

Le combat antiraciste

Le combat pour la défense et l'extension des droits démocratiques, contre le développement du racisme et la montée de l'extrême droite devient central. Dans un contexte marqué par un glissement à droite du centre de gravité de la vie politique qui risque de s'accroître après 1986, c'est sur ce terrain que se développe la radicalisation de certaines couches, notamment dans la jeunesse. C'est ce qu'ont indiscutablement démontré la marche des Beurs de 1983, l'initiative de Convergence 84, les manifestations contre les meetings du Front national et le succès de SOS-Racisme. Au stade actuel, cette radicalisation s'opère essentiellement à partir d'une prise de conscience de la jeunesse — en particulier de la deuxième génération immigrée — et d'un simple réflexe de solidarité avec la population immigrée en butte aux campagnes racistes.

Mais, à partir de cette prise de conscience qui prend la dimension d'un véritable mouvement de masse, toute une génération fait l'expérience de la lutte et de l'organisation, acquérant ainsi la compréhension de l'inégalité de cette société.

Les jeunes issus de l'immigration forment une couche spécifiquement opprimée qu'il est nécessaire de gagner au combat de la classe ouvrière et à la lutte contre notre impérialisme. Pour cela, cette minorité doit s'organiser elle-même et combattre la source de son oppression. La LCR et les JCR se fixent comme but la construction d'un mouvement autonome des jeunes issus de l'immigration victimes du racisme.

La mobilisation antiraciste recèle une véritable dynamique de mise en cause des rapports sociaux qui secrètent le racisme et de tous les phénomènes d'exclusion sociale dont la jeunesse est la première victime.

Cette dynamique prolonge ses effets dans l'ensemble de la société et notamment dans la classe ouvrière où elle se conjugue avec la remobilisation d'une série de fractions militantes face aux menaces que recèle l'essor de l'extrême droite. Dans ces conditions, la lutte contre le racisme apparaît aujourd'hui dans nombre d'entreprises comme un terrain sur lequel il est possible de jeter les bases d'initiatives unitaires de masse.

Cela fonde notre combat pour la construction d'un front uni antiraciste et antifasciste. Nous appuyons sans réserve le mouvement actuel et nous nous y inscrivons complètement, en aidant à son développement autonome, en même temps que nous y défendons les revendications et les mots d'ordre qui traduisent l'égalité des droits dans la réalité des conditions de vie et de travail des masses.

Les couches nouvelles qui entrent en action sur ce terrain sont un atout décisif pour l'élargissement et le renouvellement de la lutte antiraciste. Elles nous ouvrent en outre, un espace pour la relance de notre intervention dans les lycées, les facultés, les LEP, les cités, autour d'initiatives, de débats, de la mise en place de collectifs que nous cherchons à coordonner. Il s'agit donc d'une question fondamentale sur laquelle l'ensemble de nos structures doit aider les JCR à se développer.

L'extension de ce mouvement, sa popularisation auprès de tous les travailleurs, son soutien actif par le maximum d'organisations ouvrières, sa structuration démocratique sont également un enjeu politique de première importance. Car ils sont les seuls moyens d'éviter que les aspirations démocratiques contre la droite et l'extrême droite ne soient dévoyées par la social-démocratie au profit des opérations politiciennes de « front républicain » que Mitterrand tente de mettre en place.

La solidarité internationale

La solidarité avec la lutte du peuple kanak pour son indépendance ou celle du peuple nicaraguayen pour la défense de sa révolution occupe une place centrale dans notre dispositif d'intervention. D'abord parce que chacune de ces confrontations concentre une partie du rapport des forces mondial entre les peuples et l'impérialisme. Ensuite, parce qu'il s'agit de terrains sur lesquels certains secteurs de la jeunesse et du mouvement ouvrier se mobilisent et se radicalisent. Comme dans la lutte contre le militarisme et l'exploitation des pays dominés, à travers l'exigence élémentaire du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, apparaissent en effet des ferments de reconstitution d'une conscience internationaliste. Ce processus constitue, dès lors, un point d'appui précieux pour l'organisation de larges batailles de front unique, pour susciter des initiatives de masse marquant, même de façon limitée, la scène politique centrale et pour développer nos explications politiques et notre propagande socialiste.

Dans la période qui s'ouvre, la Nouvelle-Calédonie continuera d'être un élément clef de la situation politique en France. Dans la perspective des législatives de 1986, la droite en fera un de ses principaux thèmes d'agitation contre le gouvernement. De son côté, celui-ci s'efforcera de dévoyer la lutte du peuple kanak vers une solution néocoloniale. Ces manœuvres, en se heurtant à la radicalisation du mouvement indépendantiste, ne peuvent que provoquer des tensions permanen-

tes. C'est dans ce cadre que nous travaillons à jeter les bases d'une mobilisation permanente — à commencer par celle des travailleurs et du mouvement ouvrier — contre toute guerre coloniale en Nouvelle-Calédonie et pour l'indépendance kanake et socialiste.

Les menaces à répétition de l'administration américaine contre le Nicaragua libre attestent que l'impérialisme dominant vise, à terme, à renverser le pouvoir révolutionnaire dans ce pays. D'ores et déjà, cette offensive impose à la direction sandiniste un effort de guerre, lourd de conséquences sur l'économie du pays et les conditions de vie de la population. Nos responsabilités sont, de ce point de vue, considérables et doivent nous conduire à développer une campagne permanente en défense de la révolution nicaraguayenne, campagne tournée vers les entreprises et enracinée dans le mouvement ouvrier.

Les axes de redressement du syndicalisme

Malgré un recul indéniable de sa crédibilité, le syndicat demeure l'outil permanent de défense des intérêts des travailleurs et un cadre de radicalisation. C'est vers les organisations syndicales que ces derniers continuent à se tourner dès lors qu'il faut contrecarrer les empiètements patronaux et c'est en leur faveur que la majorité d'entre eux vote lors des élections professionnelles. Cela donne plus de place que jamais à notre combat pour un syndicalisme unitaire, de classe et de masse. C'est dans cette perspective que nous militons pour rendre sa fonction et son crédit au syndicalisme, que nous mettons en lumière les responsabilités des directions confédérales dans la désagrégation actuelle du front de classe. Dans ce cadre, nous favorisons le dialogue et la mise en commun des efforts des militants unitaires de ces centrales.

Nous avançons, dans l'ensemble des centrales, les mêmes axes de redressement : pour la défense des revendications face aux attaques patronales et gouvernementales, pour la reconstruction de l'unité et de la mobilisation ouvrières, pour un syndicalisme indépendant qui place au dessus de tout le combat pour les intérêts des travailleurs, pour la défense des réponses ouvrières face à la crise du capitalisme.

Nous combattons pour que le syndicalisme favorise l'unité entre actifs, précaires et chômeurs et pour qu'il intègre étroitement à son action quotidienne les dimensions féministes et antiracistes. Ceci implique qu'il adapte ses moyens organisationnels à la situation et renforce les structures comme l'activité inter-professionnelle à tous les niveaux.

Nous luttons pour l'unité d'action systématique des organisations syndicales. Bien que plus difficile que par le passé, l'unité demeure un levier indispensable pour le rassemblement des travailleurs et leur défense efficace, par delà la diversité des courants qui les traversent.

Dans les luttes comme au sein de nos organisations syndicales, nous défendons les principes de la démocratie ouvrière la plus large, des assemblées générales décisionnaires, des intersyndicales de masse. De la même manière, nous défendons la constitution de comités de grève, en prenant chaque fois la mesure de la mobilisation, comme moyen d'assurer la démocratie et l'unité les plus larges dans

l'action.

Nous visons à développer au sein de chaque confédération le fonctionnement démocratique maximum. Le syndicat demeure dans la plupart des cas, le premier lieu d'expérience, de débat et d'action collectifs. Le plus large débat d'idées constitue une condition essentielle à l'efficacité de son action ainsi qu'à l'unité des syndiqués.

Nous menons le débat sur le nécessaire débouché politique de l'action de classe, en le liant à nos propositions d'action et aux éléments d'une stratégie de rupture que nous avançons. Cette question prend désormais une importance accrue, face au bilan d'échec des directions bureaucratiques.

C'est dans ce cadre général que nous mènerons le débat au sein de toutes les structures syndicales dans la perspective de 1986. Nous chercherons à favoriser leur intervention autour de deux axes liés : pour la mobilisation unitaire en défense des exigences essentielles du monde du travail ; pour un vote sans ambiguïté face à la droite, en faveur des listes ouvrières, sans exception, et dans le respect de l'indépendance du syndicat.

C'est sur cette base que nous avançons dans la construction d'une tendance lutte de classes fédérative.

Dans la CFDT, le dernier congrès confédéral a confirmé la dimension nationale de l'opposition à la direction Maire. Dans le cadre de développement d'une large opposition, le congrès de Metz en 1982 avait été suivi de la mise en place en 1983 du premier regroupement national permanent : « Pour une autre démarche syndicale ». Cette convergence de structures a indiscutablement permis que nombre de syndicats isolés ne cèdent pas à l'écœurement devant l'orientation de la direction et a aussi permis non seulement la mise en place d'un réseau précieux d'informations sur les luttes et les réflexions des syndicats, mais aussi dans certains cas un soutien à des luttes significatives plus actives (cf. sidérurgie et Talbot). Elle a mis à l'ordre du jour les conditions à réunir pour un véritable débat démocratique. Le lancement de la revue « Alternative syndicale » a constitué un élément supplémentaire pour nourrir la réflexion de tous ces militants oppositionnels. Pour autant, PDS avait des limites : de par sa base sociale, (l'essentiel de ses composantes était dans le public et le nationalisé) de par sa taille, (il s'agit de syndicats relativement nombreux mais dispersés géographiquement), de par l'absence de structures interprofessionnelles (UL ou UD), de structures nationales ou régionales. L'étape marquée par PDS a permis des avancées pour l'affirmation de l'opposition et ses acquis doivent être intégrés dans un cadre d'opposition plus large. La prise de responsabilité d'Hacuitex et Basse-Normandie dans le débat confédéral crée une situation nouvelle dans laquelle l'opposition ne peut plus être accusée d'être la simple projection de la LCR. Cela inscrit le dépassement de PDS et l'affirmation d'une opposition nationale autour d'un ensemble de structures professionnelles et interprofessionnelles. Le congrès de Bordeaux marque donc réellement un saut qualitatif : plus de 300 syndicats ont signé le texte Hacuitex, un ensemble de composantes politiques est partie prenante de ce regroupement. Cependant, le poids du contexte politique et social met cette opposition en situation difficile. Celle-ci est confrontée à une double tâche :

— d'une part, apparaître comme capable d'initier l'action en défense des intérêts des travailleurs (ce qui suppose de lever une série d'obstacles à la mobilisation) et

dans le cadre d'actions sectorielles, quand les conditions le permettent, de lui trouver un débouché plus large par des formes de coordination ou des initiatives nationales de mobilisation ;

— d'autre part, être capable d'affirmer une alternative stratégique face aux directions syndicales qui soit l'expression de structures syndicales de base (sections d'entreprises, syndicats). Cette alternative est indissociable des actions pour la satisfaction des revendications.

C'est en fonction de ces objectifs que, confrontés à des responsabilités nouvelles, nous devons être capables d'ajuster les formes de notre travail de masse et de savoir maîtriser la complémentarité de ce dernier avec notre activité de débat et de propagande. Dans la construction d'une large opposition, ceux et celles avec lesquels nous affirmons un projet de défense d'un syndicalisme de lutte n'adhèrent pas forcément à l'ensemble de nos positions. Aussi, en défendant clairement l'intégralité de notre point de vue, nous ne visons nullement à provoquer des clivages qui ne correspondraient pas aux nécessités d'une clarification indispensable à l'action la plus efficace. Lorsque la confiance de leurs camarades a placé nos militants à des postes importants de responsabilité, nous ne nous contentons pas de commenter les orientations confédérales, mais nous avançons, dans le respect le plus scrupuleux de la démocratie syndicale, les propositions les plus adaptées à la reconstruction d'un rapport de forces. Nous nous saisissons de toutes les possibilités pour créer une dynamique et entraîner l'ensemble des forces oppositionnelles. De même, dans les cas où l'opposition reste minoritaire, nous nous battons pour qu'elle combine la dénonciation de l'inertie des directions avec la défense d'objectifs propres à préparer la mobilisation ouvrière.

Dans la CGT, l'investissement des militants socialistes a permis, durant un temps, l'existence d'une certaine forme d'opposition nationale. C'est dire que l'existence d'une opposition nationale dans la confédération de Montreuil dépend étroitement des rapports de forces politiques et des capacités d'encadrement bureaucratique de l'appareil PC en son sein. Le mouvement d'opinion pour chasser Giscard, fruit de la réussite de masse de « Union dans les luttes », clivant de haut en bas la CGT, et en son sein l'appel de Marseille, réunissait divers courants dont des militants et sympathisants marxistes révolutionnaires. Dans la droite ligne de cette démarche, le mouvement de résistance à l'appui confédéral donné au coup d'Etat de Jaruzelski contre la classe ouvrière polonaise réunissait, à un échelon organisationnel plus élevé encore, des composantes qui s'étaient rejointes dans la bataille pour chasser Giscard.

L'inexistence d'un ou plusieurs courants centristes, issus de la crise du stalinisme, le brutal arrêt de l'offensive démocratique de la social-démocratie dans la CGT, moyennant quelques postes supplémentaires et un accord de sommet entre Krasucki et Mauroy, fermèrent considérablement l'espace oppositionnel. Ce, d'autant que les éléments les plus actifs ne se retrouvaient pas, en majorité, sur une critique de gauche de l'austérité gouvernementale et de l'adhésion confédérale à cette politique.

D'une manière certaine, l'appel de Marseille et la coordination des syndicats CGT pour Solidarnosc marquaient une fin de cycle, celui ouvert par la rupture de l'Union de la gauche, modèle Programme commun.

Des contradictions nouvelles, à l'œuvre dans la CGT, sont mues par plusieurs ressorts. L'étroit soutien apporté par la CGT au gouvernement dans lequel se

trouvait le PCF – et du coup l'abandon de combats syndicalistes qui formaient l'identité de la CGT (bataille contre les licenciements, la sauvegarde de la protection sociale et du pouvoir d'achat) – n'ont pas fourni un terrain à même de cristalliser une opposition nationale, car manquait un élément décisif : la preuve par les tests sociaux centraux qu'auraient représenté les luttes de la classe ouvrière. Illustration en est fournie par Talbot, où un espace s'ouvrait de nouveau, égal au rejet massif de Nora Tréhel et de son syndicat par la base ouvrière en grève. Vite refermée, cette lucarne fut comblée par une tactique de montées nationales et de journées d'action, visant à obscurcir une réalité de plus en plus prégnante dans la centrale, à savoir un glissement net vers une ligne de gestion et de contre-propositions industrielles, relativisant dans les faits et dans les textes les revendications, fondées sur une division avec l'ensemble des autres centrales syndicales.

Une tactique de construction semi-publique, lente et patiente, d'une opposition par agrégation successive d'équipes ou individus oppositionnels est considérablement gênée par un appareil qui demeure, quelle que soit sa crise, en mesure de maîtriser ce genre de développement.

Dès lors, si l'heure n'est pas à court terme à rebâtir une opposition centralisée nationalement, ayant pignon sur rue, elle est en revanche à regrouper dans l'entreprise, au plan local et départemental, les éléments qui, sur la base d'expériences particulières de la lutte de classe et de la confrontation de ses nécessités avec le blocage bureaucratique de sommet, sont disponibles à des regroupements (même ponctuels) pour redéfinir une pratique syndicale correspondant aux intérêts immédiats de la classe ouvrière. La résistance passive, pour l'instant, à la politique confédérale se double d'un scepticisme envers la ligne de gestion d'autant plus qu'elle s'accompagne d'une division active dénonçant la dérive réformiste des autres centrales syndicales. Le fossé creusé entre l'appareil central et la base syndicale, incluant nombre de directions intermédiaires, semble ne pas se réduire malgré les soubresauts gauchistes issus de fractions de l'appareil, comme SKF l'a illustré.

Au contraire, les intérêts particuliers de l'appareil CGT se heurtent conjonctuellement à ceux du PCF. L'un et l'autre des appareils entendent occuper le terrain revendicatif, ce qui entraîne une compétition, des opérations spectaculaires de substitution ou de fusion complète, PC-CGT, ce qui ne manquera pas de soulever, une nouvelle fois, la question des liens entre les deux organisations.

Globalement, la question de l'unité des travailleurs et de leurs syndicats, devient brûlante ; la direction encourage le syndicalisme catégoriel, l'immersion syndicale dans les contre-propositions gestionnaires, perdant ainsi une identité face aux autres confédérations auxquelles elle tend de plus en plus à ressembler. Rassembler autour de revendications unifiant les différentes catégories, organiser la mobilisation au nom de ces revendications, suppose d'affronter une division qui apparaît de plus en plus pour ce qu'elle est : la préservation des intérêts particuliers de l'appareil au détriment de la nécessité de la lutte des classes.

Cette question de l'unité devient centrale, car la ligne anti-PS du PCF ne manquera pas d'avoir des répercussions sur les militants socialistes de la CGT qui seront tenus, en cas d'agression brutale venue du sommet, de revenir à une action particulière en défense de la démocratie, de l'indépendance et de l'unité de la centrale.

Ce contexte, auquel il manque le dégagement de courants à gauche de

l'orientation et un environnement de luttes pour être favorable à l'émergence de l'opposition, favorise en revanche la constitution de liens solides, au plan local et régional, de dirigeants et d'équipes syndicales avec les militants unitaires de lutte de classes de la CGT.

La perspective du socialisme

Pour donner toute sa cohérence à notre démarche, nous devons en permanence faire vivre une perspective globale de transformation de la société, perspective qui devienne une boussole pour les militants ouvriers en rupture avec le réformisme, qui élargisse l'espace de construction pour une nouvelle force politique et trace une issue à l'impasse dans laquelle le mouvement ouvrier se trouve engagé. Dans le contexte actuel, pour nombre de secteurs ouvriers, il existe un lien étroit entre l'engagement des luttes et la conscience de ses participants et animateurs que ces luttes valent la peine d'être menées, non seulement parce qu'elles répondent à l'intérêt du plus grand nombre, mais aussi parce qu'elles prennent place dans une orientation globale de riposte efficace ; ce qui ne signifie pas que le développement des luttes soit conditionné par la progression d'une conscience anticapitaliste. L'affirmation d'une telle solution politique représente un autre élément essentiel de la cristallisation d'une alternative anticapitaliste. Car, confrontée à la trahison de ses espoirs, au recul de la crédibilité d'une rupture radicale avec le système, à la dégradation de l'image du socialisme, toute une génération ouvrière se trouve désormais devant la nécessité de tirer le bilan d'une vingtaine d'années d'expériences politiques accumulées.

C'est pourquoi, nous devons lier en permanence nos propositions d'action et la défense d'un véritable projet socialiste, permettant simultanément de rendre crédible notre démarche transitoire et de développer les réponses stratégiques et programmatiques adaptées aux débats d'orientation qui traversent le mouvement ouvrier. Cela recouvre deux aspects indissolublement liés. Tout d'abord, l'agitation systématique sur un ensemble de solutions ouvrières face à la crise, de mesures anticapitalistes perceptibles à une échelle de masse comme réalisables, correspondant aux besoins sociaux, susceptibles de réaliser l'unité de larges secteurs et permettant à ces derniers de passer du rejet de la politique réformiste à l'engagement pratique dans le combat pour une orientation alternative. Ensuite, le développement d'une propagande soutenue destinée à démontrer le caractère incontournable de la perspective révolutionnaire, à faire apparaître la liaison entre les objectifs immédiats et la lutte pour le pouvoir des travailleurs, à faire vivre une conception du socialisme basée sur la démocratie ouvrière, à actualiser nos explications sur la nécessité d'un parti révolutionnaire pour y parvenir.

4. Avancer vers un parti des travailleurs, regrouper une alternative anticapitaliste

La recomposition du mouvement ouvrier est le produit des tendances objectives de la situation et des expériences vécues par la classe ouvrière et son avant-garde. Ces phénomènes impliquent des militants syndicaux, politiques, des jeunes, au niveaux de conscience et d'engagement fort hétérogènes.

Du fait du contexte dans lequel ils se situent, ces éléments restent à l'heure actuelle inégaux, dispersés et entravés dans leur développement par le faible niveau d'ensemble de la mobilisation de masse. Ils ne peuvent s'amplifier qualitativement et leurs lignes de force ne peuvent apparaître clairement qu'à la chaleur d'événements politiques ou sociaux d'envergure.

Dix-sept ans après la grève générale de 1968, la classe ouvrière de ce pays ne dispose toujours pas d'un parti révolutionnaire à même de peser significativement sur les confrontations de classes. Résoudre ce problème est en fait d'une importance décisive. Cela suppose qu'en combinaison avec les questions d'orientation politique générale, une attention extrême soit portée aux aspects qui sont spécifiques à ce problème. Ce dernier revêt aujourd'hui une acuité indéniable : l'absence d'alternative crédible à la gauche de la gauche a incontestablement été un facteur d'aggravation des effets néfastes de la politique réformiste depuis 1981.

Pour un nouveau parti des travailleurs

La construction d'un nouveau parti des travailleurs sera le produit d'une vaste recomposition du mouvement ouvrier, incluant des alliances, des scissions et des fusions entre groupes, organisations et courants militants.

Nous ne pensons pas que cette transcroissance puisse être le résultat d'un simple grossissement numérique de la LCR. Notre ligne, nos initiatives et notre patient travail d'implantation et d'organisation ont pour but de nous préparer à y jouer un rôle actif et moteur, non de nous y substituer.

Au stade actuel, compte tenu de l'expérience des deux décennies écoulées et des limites présentes de la situation objective, la LCR ne peut connaître une percée qualitative de son influence et de ses capacités d'organisation dans la classe ouvrière que si de nouvelles conditions sont réunies. Soit qu'une accélération de la confrontation politique et sociale provoque une disposition nouvelle des diverses formations qui se réclament des travailleurs, soit qu'une accélération des rythmes de la recomposition du mouvement ouvrier débouche sur une modification substantielle de ses lignes de forces actuelles.

Ces conditions peuvent se combiner. La première est relativement indépendante de notre propre activité. La seconde ne dépend pas strictement de l'existence de grands mouvements de masse ou de grèves. De la même manière que la lutte des classes n'épouse pas strictement la courbe de la conjoncture économique, la décantation d'une avant-garde n'attendra pas non plus nécessairement les tests de la lutte. Des facteurs proprement politiques tels que l'attitude des directions majoritaires du mouvement ouvrier, des initiatives de la droite, la poussée de l'extrême droite ou l'impact des faits marquants de la situation internationale jouent et joueront un rôle dans ce processus qui n'en est qu'à ses débuts.

Il en découle une problématique générale sur la construction du futur Parti des travailleurs.

La LCR est et demeurera disponible à toute éventualité pour avancer plus rapidement vers la construction de ce parti. Elle ne possède aucun schéma sur ses conditions d'émergence ni ne fixe préalablement et abstraitement ses contours ou sa plateforme constitutive. En tout état de cause, elle défend et défendra les principes marxistes révolutionnaires qui doivent en être la boussole. Un tel parti devrait, à nos yeux, partir de la défense intransigeante des intérêts des travailleurs, élaborer les éléments d'une démarche de transition, actualiser le combat pour le socialisme et marquer sa rupture avec le fonctionnement antidémocratique des appareils bureaucratiques, comme avec leur tradition de manipulation du mouvement de masse.

Il n'existe pas de voie royale ou de raccourci possible dans la concrétisation de notre projet de construction. Pour la LCR, la construction d'un Parti des travailleurs ne saurait s'identifier à la volonté de bâtir aujourd'hui à partir de ses propres forces une organisation centrée, c'est-à-dire à mi-chemin de la réforme et de la révolution, sur la base d'un vague programme minimum faisant l'économie des grandes leçons stratégiques tirées de l'expérience nationale et internationale du prolétariat. Ainsi, il serait illusoire de croire que des modifications des positions politiques fondamentales de la LCR et de son mode d'organisation seraient à même de transformer les données de la situation présente au sein du mouvement ouvrier, alors qu'elles auraient en revanche des effets désagrégateurs évidents pour la section française de la IV^e Internationale.

La LCR mène un travail permanent d'éducation politique envers ses sympathisants comme envers d'autres courants du mouvement ouvrier sur la nécessité de répondre à la question de la construction du parti. Elle lutte contre la sous-estimation des aspects spécifiques de cette question, contre l'irresponsabilité et l'esprit de secte tout en mettant constamment en garde contre la tentation de brûler les étapes.

Tous ces considérants généraux doivent trouver une traduction politique dans des initiatives et propositions concrètes en fonction des potentialités que la situation actuelle dessine.

Celles-ci dépendent étroitement de la conjoncture politique, de l'évolution du mouvement ouvrier et des aspects principaux - et partiellement contradictoires - de sa recomposition.

La distanciation des masses d'avec les appareils politiques et syndicaux réformistes, sa combinaison avec la distanciation cependant moins nette entre militants de base et dirigeants de ces partis renforcent la possibilité d'initiative et d'action d'une large frange de militants et de militantes en relative autonomie

vis-à-vis des orientations réformistes. A cela correspondent non seulement leur engagement dans les organisations et mobilisations de masse, mais aussi le rassemblement en leur sein des éléments les plus combattifs et les plus conscients, dans les oppositions syndicales ou sous les formes adaptées à chacune de ces sphères d'activité. De la sorte se trouve élargi le terrain pour poser le problème de la nécessité d'un nouveau parti.

La lutte pour un parti des travailleurs constitue donc une réponse générale à l'une des principales questions suscitées par le bilan des cinq années écoulées depuis 1981 : tenter d'en sortir avec une force qui, ayant tiré les premières leçons de l'expérience et de l'orientation qui a conduit à son échec, puisse constituer un jalon décisif dans la construction d'un parti à la gauche de cette gauche faillie.

Que cette question soit objectivement posée ne signifie nullement que sa solution soit à portée de main. En l'occurrence, le niveau essentiel est celui du subjectif et non de l'objectif.

Or, les courants, forces ou organisations qui combattent consciemment pour la construction d'un nouveau parti sont peu nombreuses, dispersées et divisées. La situation politique et sociale elle-même obscurcit encore grandement la perception d'une solution organisationnelle. Le discrédit des grands partis ouvriers, leur fonctionnement antidémocratique, leurs manipulations du mouvement de masse, le repoussoir bureaucratique des partis et régimes staliniens, le sectarisme de certaines organisations révolutionnaires contribuent à rendre suspecte aux yeux de beaucoup de militants et de militantes qui connaissent de près cette réalité, la notion même de parti.

Pour l'essentiel, les forces, courants et militants qui s'opposent à la politique réformiste le font généralement sur un ou plusieurs aspects de cette dernière, plus rarement sur sa globalité. Ils restent surtout déterminés par le domaine circonscrit dans lequel ils interviennent et par le cadre organisationnel qui est le leur (mouvement syndical, ou antiraciste, ou anti-impérialiste, par exemple) pour y borner leur horizon.

Cela peut changer si précisément une alternative crédible apparaît, mais en l'état actuel des choses, ces courants ne pourront en être, en tant que tels, ni les initiateurs ni les moteurs. C'est déjà vrai pour l'opposition de la CFDT, c'est-à-dire le phénomène le plus avancé de ce point de vue ; c'est encore plus évident dans le mouvement antiraciste où la distance avec une conception politique globale est plus grande encore. A l'intérieur du PCF et du PS, des contradictions se font jour, préluant sans doute à des soubresauts plus importants de leur crise. Mais pour le moment, ces contradictions n'ont pas abouti à la cristallisation de courants constitués en leur sein posant, même de manière partielle, la question d'une alternative politique à l'orientation des directions et encore moins celle de la construction d'un nouveau parti.

Il y a là un blocage important, dont la disparition signifierait inversement un changement profond dans les conditions de construction du parti révolutionnaire.

Ces éléments sont une conséquence de la situation politique et sociale. Ils sont donc aussi durables qu'elle. Ils vont souvent de pair, parmi les forces et courants concernés, avec de véritables options politiques solidifiées, opportunistes ou sectaires sur le plan de la ligne et surtout s'opposant à l'idée d'un nouveau parti. Il serait donc erroné de confondre ces options (qu'il faut confronter clairement et loyalement) avec de simples retards et confusions politiques.

Quant à elles, les formations d'extrême gauche se distinguent des courants précédents en ce sens que la construction d'une force politique indépendante figure explicitement dans le projet de certaines d'entre elles ou qu'au moins, pour d'autres, elles contestent globalement le rôle des organisations ouvrières traditionnelles. Cependant, les premières (LO et PCI) ne partagent pas notre conception de la recomposition du mouvement ouvrier et de la construction du parti qui lui est liée ; les secondes (PCML et FGA) sont trop faibles et trop confuses, programmatiquement et politiquement, pour constituer un point d'appui solide et crédible sur la voie d'un nouveau parti dont elles mettent en doute la nécessité.

Aucune illusion ne doit par conséquent être entretenue sur une avancée rapide vers un parti des travailleurs, tant que ces traits généraux demeurent et que perdure la conjoncture politique qui fondamentalement en rend compte.

Regrouper une alternative anticapitaliste

Dans ces conditions, le rôle de la LCR doit être de travailler au changement de ces caractéristiques, à la maturation de la question du parti, à la mise en place de jalons significatifs dans la direction de sa solution.

La lutte pour un Parti des travailleurs ne peut se fixer de cible rapprochée. Elle constitue l'horizon de notre travail, l'élément qui lui donne toute sa cohérence. En ce sens, elle doit trouver sa concrétisation dans notre propagande, dans le débat public, dans nos propositions aux courants, groupes et militants ouverts à cette perspective. Dès à présent, nous indiquons que l'objectif est la construction d'un nouveau Parti pour les travailleurs, dépassant les limites actuelles de l'extrême-gauche et regroupant dans ses rangs tous ceux et celles qui veulent se battre jusqu'au bout pour l'émancipation de la classe ouvrière et de tous les opprimés, pour la révolution socialiste.

Nous cherchons à matérialiser ce qui est possible dans la situation actuelle. Il faut montrer par l'impact d'une avancée réelle que la prise d'initiatives communes de militants et militantes à la gauche de la gauche permet une modification positive des conditions du combat de chacun. Il faut ainsi faire la preuve en même temps de la nécessité et de l'efficacité d'un combat politique centralisé (d'un parti politique) et des possibilités de le construire par la confrontation fraternelle dans l'intervention commune.

Il s'agit d'une bataille de longue haleine, d'une approche globale et de longue durée qui, en s'appuyant sur tous les phénomènes concrets de ce processus de recomposition, vise à lui fournir une perspective politique positive, dans laquelle puissent commencer à se reconnaître ses éléments les plus politisés.

Dans les conditions actuelles, marquées par la gestion réformiste de l'austérité, des formes transitoires de rassemblement sont nécessaires pour mener l'action et poursuivre le débat. Telle est la signification de notre ligne pour le regroupement d'une **alternative anticapitaliste**. Il s'agit de regrouper, à cette étape, tous ceux et celles qui cherchent, à partir de leur propre activité, une solution de rechange à la trahison des directions majoritaires mais qui, pour la plupart, ne sont pas encore prêts à s'engager dans la construction d'un parti politique nouveau. Les formes mêmes de ce regroupement ne peuvent être que diverses et en relation avec les itinéraires individuels et collectifs qui y confluent. L'essentiel est qu'apparaissent

à l'échelle locale, régionale et nationale les éléments d'une force alternative à la gauche de la gauche officielle, qui impulse des mobilisations sur tous les terrains et discute des prolongements politiques à leur donner. De tels éléments existent déjà dans les comités et mouvements de masse, dans les entreprises, dans les syndicats et leurs oppositions constituées. Leur volonté de se regrouper pour peser davantage dans les luttes et pour dégager d'autres perspectives que celles de la faillite de la gauche réformatrice n'est pas simplement le résultat d'un débat d'idées. Elle est souvent dans la continuité d'une activité dans le mouvement ouvrier, anticapitaliste ou anti-impérialiste et d'une expérience militante dans le PS, le PCF ou l'extrême gauche.

L'essentiel aujourd'hui dans la recomposition du mouvement ouvrier est la crise que traversent les organisations traditionnelles, sans que celle-ci se traduise par l'apparition de courants politiquement structurés en leur sein. Dans cette situation, gagner les cadres et militants ouvriers en rupture avec les directions réformatrices et leur logique à la construction d'une alternative anticapitaliste est déterminant pour la réussite d'une telle démarche. Ces militants sont en effet les mieux à même d'impulser les mobilisations qui accéléreront la recomposition du mouvement ouvrier, ils jouent en effet un rôle décisif dans les entreprises et les syndicats. Ce sont donc eux qui peuvent constituer le moteur d'une recomposition permettant la constitution et la stabilisation de regroupements anticapitalistes. Notre politique d'alternative doit se fixer pour objectif de gagner à la construction d'une force anticapitaliste ces militants qui sont au cœur de la recomposition du mouvement ouvrier.

Nous ne devons pas confondre les différents niveaux de structuration possible de militants et militantes en rupture avec les directions réformatrices. Bien que les choses soient rarement aussi tranchées, il convient de faire une distinction entre, d'un côté, des regroupements pour la lutte immédiate (et qui sont donc conditionnés par celle-ci) ou des formes de regroupements qui se fixent clairement des buts politiques plus généraux.

Ces derniers prendraient toute leur signification et leur force d'impulsion s'ils se concrétisaient au niveau national. Dans la situation actuelle une telle perspective s'est heurtée à des obstacles évidents. D'une part des accords entre les actuelles organisations politiques d'extrême gauche à l'échelon national sont difficiles à réaliser. D'autre part, même s'ils s'avéraient possibles, ce qui constituerait un facteur positif, ils n'auraient pas un impact suffisant pour débloquer la situation. Par contre, des possibilités réelles sont apparues au niveau des villes et des régions. Même si, dans ces conditions, la dynamique est d'emblée plus limitée, la constitution et stabilisation de collectifs anticapitalistes constituent des faits positifs.

Cela dit, il faut être parfaitement conscient que si les possibilités locales peuvent se multiplier, étant donné leur spécificité, en aucun cas l'addition de celles-ci ne sauraient suffire à débloquer les choses au niveau national où les enjeux sont d'une ampleur qualitativement différente. De la même manière, l'avancée accomplie dans certaines régions ne se répercute pas automatiquement dans les grosses villes où la situation est beaucoup plus voisine de celle qui prévaut nationalement pour les forces en présence.

En ce qui concerne les organisations révolutionnaires, notre ligne directrice permanente est de contribuer à clarifier les conditions d'un rapprochement

politique et organisationnel par la recherche d'un accord sur la compréhension des événements et la détermination des tâches. La problématique de fusion est donc toujours au centre de nos préoccupations. Elle s'applique différemment suivant la nature spécifique de chacune des organisations, sa ligne politique, ses rapports au mouvement de masse et la conjoncture politique.

Aucune concrétisation d'une telle démarche ne peut être envisagée avec le PCI pour des raisons tenant à la fois à l'orientation de ce groupe, à ses normes organisationnelles, à son hostilité foncière envers d'autres courants d'avant-garde avec lesquels nous collaborons, et enfin au passif considérable de nos relations récentes.

Malgré le caractère manipulateur et autoproclamé de la politique du PCI en ce qui concerne la construction de son « Parti des travailleurs », certaines sections peuvent présenter le caractère de regroupements dépassant largement la frange du PCI, organisant réellement des forces disponibles à la démarche de constitution d'une alternative. Il est donc nécessaire, dans ce cas précis, d'avoir une politique particulière vis-à-vis de ces sections : une démarche de discussion spécifique sur la base de notre projet de regroupement pouvant déboucher sur des propositions unitaires.

Les rapports fraternels et étroits entretenus avec Lutte ouvrière constituent certes des atouts précieux pour notre perspective générale. Ils mettent fin à une trop longue phase d'ignorance mutuelle et peuvent permettre de renforcer l'impact de l'action comme des propositions des révolutionnaires. Mais l'ampleur des désaccords subsistant avec cette organisation — analyse de la situation et approche des phénomènes de recomposition du mouvement ouvrier, attitude et pratique à l'égard des organisations de masse, tactique politique mise en œuvre dans ce contexte, démarche de construction du parti révolutionnaire, attitude envers les mouvements d'émancipation nationale et sociale — rend impossible une unification de nos courants dans un avenir prévisible. Sous peine de se discréditer aux yeux de celles et ceux qui cherchent la voie d'une alternative anticapitaliste, toute avancée significative dans un processus semblable devra se sanctionner dans des accords politiques et pratiques permettant d'en tester la viabilité. Dans l'imédiat, nous devons donc combiner étroitement la recherche de l'unité d'action systématique entre nos courants, le renforcement des liens entre les deux organisations par la poursuite des réunions communes au niveau des villes, secteurs et cellules, la confrontation politique sur l'ensemble de ces questions nous séparant, et une bataille permanente pour associer LO à notre orientation générale de construction d'un parti des travailleurs.

Une perspective de rapprochement avec d'autres courants d'extrême gauche ne peut aujourd'hui se concrétiser en dehors d'un processus englobant des secteurs beaucoup plus larges. Nous nous efforçons d'influer sur cette situation en ayant avec eux des rapports spécifiques dont nous testons l'évolution au travers de débats et d'initiatives communes, dans le cadre général de notre démarche.

Cette orientation pour la construction d'un nouveau Parti des travailleurs ne se situe pas en marge de la ligne politique de la LCR. Elle en est au contraire partie prenante et décisive à plusieurs titres. C'est un élément de son identité : la LCR proclame ouvertement son engagement dans le combat pour la construction de ce parti et traduit cette volonté en propositions pratiques adaptées à la situation du moment.

Ainsi, l'enjeu de ce regroupement d'une alternative anticapitaliste est très important. Les bases de l'alternative ne sont pas celles du parti à construire. Mais tout progrès fait dans le regroupement d'une alternative anticapitaliste rassemble de meilleures conditions pour faire un pas en avant vers le parti des travailleurs, sur la base d'une bataille politique ouverte et indépendante.

La LCR, comme organisation et à travers ses militants, ses cadres, son expérience, son travail politique, les éléments fondamentaux de son programme, son engagement dans la construction de la IV^e Internationale, est un levier essentiel pour, à terme, faire aboutir positivement tous les processus de recomposition dans lesquels elle s'inscrit. Sa centralisation, ses capacités d'initiatives nationales constituent des atouts irremplaçables pour lever les obstacles à la cristallisation d'une force de masse anticapitaliste. Sa propagande, son agitation, les réponses qu'elle doit populariser, peuvent être autant de points de repère pour les militants en rupture avec le réformisme, pour le dégagement d'une direction ouvrière alternative.

C'est pourquoi elle doit aujourd'hui jouer pleinement son rôle d'instrument pour la recomposition des forces du mouvement ouvrier, pour une clarification stratégique et programmatique vérifiée dans la pratique et susceptible de jeter les bases d'un parti reconnu par des secteurs significatifs de la classe ouvrière. Mais pour l'heure, l'aide la plus précieuse que nous puissions apporter à ce projet, c'est de poursuivre l'élaboration et la popularisation des réponses adaptées à la situation, de gagner le maximum de militants ouvriers à notre combat pour la construction d'un nouveau parti de classe. Ce qui implique de mener une bataille permanente et résolue pour les convaincre de venir renforcer la LCR, et de disposer ainsi du maximum d'atouts pour éviter que les processus de maturation politique ne s'enfoncent dans des ornières.

5. Former une coalition électorale à la gauche de la gauche.

Les élections législatives (et régionales) de mars 1986 seront de toute façon un tournant dans la situation politique. Elles se dérouleront sous le signe d'une offensive des grands partis de droite pour prendre leur revanche sur leur débâcle de 1981, d'une percée électorale de l'extrême droite, d'une rupture de l'Union de la gauche entre le PS et le PCF, d'une opération socialiste d'ouverture à droite sur la base des nouvelles modalités d'organisation du scrutin.

Il faut tout faire pour qu'à l'occasion de ces élections apparaisse une force politique nationale qui refuse de baisser les bras, qui résiste et qui se bat contre les plans de la droite et contre la faillite de la gauche. Il s'agit de mener une campagne politique vigoureuse et de grande ampleur avec le maximum de listes, pour convaincre qu'il existe une issue pour sortir de l'impasse où on voudrait enfermer les travailleurs : en reprendre pour vingt ans de domination de la droite ou continuer à subir la politique d'austérité aggravée par la gauche.

Il faut, lors de ces élections, donner un moyen aux travailleurs, aux chômeurs, aux femmes, aux jeunes de voter contre la droite et l'extrême droite sans approuver le gouvernement, le PS ou le PCF ; de voter contre la gauche sans faire le jeu de la droite ; de voter pour une politique qui défend leurs intérêts et non de protester contre celle qui leur est imposée en s'abstenant.

Cette politique peut se résumer en quelques points simples :

- ◇ En finir avec l'austérité et le chômage.
- ◇ Rejeter la politique du gouvernement.
- ◇ Imposer une logique économique tournée contre le système du profit et vers la satisfaction des besoins populaires.
- ◇ Faire la guerre au racisme et assurer l'égalité des droits.
- ◇ Combattre pour la libération des femmes.
- ◇ Être solidaires de tous les peuples, de la Pologne au Nicaragua et à la Nouvelle-Calédonie, contre l'agression et l'oppression.
- ◇ Refuser la course aux armements et lutter pour le désarmement de la force de frappe française, pour une Europe dénucléarisée du Portugal à la Pologne.
- ◇ S'opposer au nucléaire et à la destruction de l'environnement.

Une telle politique s'oppose radicalement à ce que fait la gauche et à ce que veut la droite. Il existe de nombreux travailleurs et militants, plusieurs organisations et groupes politiques qui s'y reconnaissent et sont prêts à la défendre en mars 1986. Ils doivent se retrouver au sein d'une large coalition qui présente des candidats partout, aux élections, contre la droite revancharde et les fascistes de Le

Pen, contre la gauche de la capitulation gouvernementale et de la trahison des intérêts des travailleurs.

Cette coalition, laissant naturellement toute liberté à chacune de ses composantes pour défendre ses propres points de vue, peut rassembler des révolutionnaires, des militants et des courants de la gauche anticapitaliste, des écologistes.

Voilà la proposition que nous adressons à tous ceux qui, comme nous, ne veulent pas laisser passer mars 1986 sans sanctionner le bilan de faillite du PS et du PCF par l'émergence d'une force alternative; à la gauche de la gauche, pour redonner confiance et espoir à tous les travailleurs.

Bien des obstacles politiques, des difficultés matérielles, des susceptibilités et des crispations sectaires peuvent s'opposer à la constitution de la coalition électorale. Il n'y a aucune garantie de succès dans cette voie. Par contre, une chose est certaine : si la constitution de cette coalition repose sur des simples discussions, si ces négociations peuvent la faire apparaître comme l'addition de courants contradictoires, alors l'échec, dans sa formation ou sa campagne, serait garanti. C'est pourquoi la formation de cette coalition doit correspondre, dans toute la mesure du possible, à une activité déjà réelle de multiples collectifs qui s'inscrivent dans cette même perspective.

Pour notre part, nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour l'aider à voir le jour, dans les discussions nationales et notre intervention locale. Car nous sommes convaincus que beaucoup en dépend.

Une telle coalition, appuyée sur un réseau d'appuis locaux, mobiliserait l'énergie et la sympathie de milliers de militants et de militantes, de travailleurs et de travailleuses. Quel que soit son score aux élections, cet acquis serait précieux pour continuer la lutte après les résultats, face à la nouvelle situation qui en résultera.

La formation d'une telle coalition, sans pour autant la recouvrir complètement, stimulerait aussi la construction d'une alternative anticapitaliste, qui ne pourrait qu'être active en son sein. Elle serait susceptible de donner une vigoureuse impulsion aux recompositions politiques en cours et d'enclencher une dynamique pour l'après-86. Sans jamais rien dissimuler de nos propres positions politiques, nous militons pour la réalisation de cette perspective.

En nous appuyant sur ce qui peut la faire avancer concrètement, en favorisant, à tous les niveaux, et sans attendre, le regroupement d'une alternative anticapitaliste.

En recherchant dans le même cadre un accord politique avec Lutte ouvrière pour intervenir ensemble dans ces élections, pour des candidatures communes, au sein de la coalition dans le meilleur des cas.

En nous préparant nous-mêmes, financièrement, matériellement et politiquement, à assumer nos responsabilités dans cette campagne, sur la base de cette même orientation, et en collaboration avec tous ceux et celles qui veulent que la gauche anticapitaliste défende cette politique en mars 1986.

Malgré notre bataille, les conditions de formation d'une telle coalition ne sont pas réunies. Les facteurs qui poussent à l'éclatement sont en effet nombreux. Le sectarisme et la volonté hégémoniste des Verts, constituent un obstacle majeur à la réalisation d'une grande coalition. Ce qui ne peut manquer de produire des conséquences en chaîne, nombre de forces politiques (PSU, FGA, etc.) ou de militants syndicaux et associatifs craignant de se retrouver seuls avec la LCR et LO

et refusant de s'engager au plan national.

La cristallisation d'une alternative anticapitaliste — outre sa concrétisation à l'occasion des élections législatives — est toutefois une démarche permanente et de longue durée. C'est pourquoi, notre combat public pour une grande coalition ne peut dépendre des aléas de la conjoncture au plan national. De notre engagement déterminé sur cette question dépend aussi largement la crédibilité de notre bataille d'ensemble.

En tout état de cause, et parallèlement à l'affirmation centrale de nos propositions, nous favoriserons à tous les niveaux, le regroupement des forces anticapitalistes. L'échéance électorale peut accélérer les processus de maturation en cours et en permettre la progression, au moins au plan local. Loin de marquer le pas, notre politique de rassemblement doit dès lors progresser dans le contexte du vaste débat dont les prochains mois seront l'occasion. Dans ce cadre, nous cherchons donc à susciter, partout où c'est possible, des appels unitaires, des formes multiples de rassemblement, des collectifs unitaires. Et nous travaillons à permettre, dans le maximum de départements où les conditions peuvent être réunies, des listes anticapitalistes unitaires, soutenues par des regroupements larges.

Les rapports privilégiés que nous entretenons avec Lutte ouvrière entraînent qu'à nos yeux, le rapprochement entre nos deux courants doit se concrétiser en 1986 par un accord politique. C'est dans cette perspective que nous nous efforçons de convaincre ces camarades de participer à la démarche que nous avons engagée, en commençant par les associer systématiquement à toutes les initiatives unitaires, au plan départemental comme au plan national. Et l'accord que nous recherchons avec LO pour intervenir dans cette échéance décisive, doit permettre tout à la fois une campagne commune de nos deux organisations et le soutien à des listes larges formées au plan départemental.

Débat spécifique sur la période

Les travailleurs et le choc social de la crise

Parmi les travailleurs, les espoirs de changement suscités par la victoire de mai-juin 1981 ont fait place, en cinq ans, d'un côté à la déception, à la désorientation d'une fraction importante de la classe ouvrière, de l'autre à l'amorce d'un processus de recomposition en profondeur du mouvement ouvrier.

La victoire de 1981 est intervenue dans un contexte où la classe ouvrière avait reporté ses espoirs de mettre un terme aux attaques de la bourgeoisie sur le changement politique, assimilé à la victoire électorale des partis ouvriers. La classe ouvrière s'est donc sentie encore plus démunie, alors que les effets du chômage commençaient à peser, pour répondre à des attaques venant d'un gouvernement des partis ouvriers.

En l'absence d'une force alternative aux vieilles directions capable de tracer de nouvelles perspectives politiques crédibles pour la masse des travailleurs, il en a résulté une baisse d'activité de la classe ouvrière, en particulier après les ripostes de 1984 dans les secteurs les plus directement menacés. Cette baisse d'activité est confirmée par le faible nombre de luttes et la désyndicalisation affectant de nombreux secteurs.

L'évolution de la situation française confirme la nécessité d'un retour sur le bilan des luttes de classes dans le pays depuis Mai 68 pour comprendre comment les traits généraux de l'évolution de la situation dans les pays impérialistes se sont concrétisés de manière particulière en France.

Le XII^e Congrès mondial, en février 1985, avait estimé que *« ni la stagnation ou le recul temporaire du mouvement gréviste, ni l'apparente démoralisation de la jeunesse, ni l'offensive idéologique de la droite et de l'extrême droite, ne justifient des conclusions impressionnistes sur la situation d'ensemble. Ce qui est à l'ordre du jour en Europe capitaliste, ce n'est pas une sortie capitaliste de la crise par l'accumulation de défaites graduelles et sans combat de la classe ouvrière, un effondrement de l'alternative révolutionnaire. Ce sont plutôt des réactions de masse contre les coups insupportables de la crise et un début de recomposition du mouvement ouvrier, d'une*

part, un effet négatif des expériences réformistes sur le moral et la combativité ouvrières de l'autre. De ces deux éléments, l'un devra finalement l'emporter. L'aggravation de la crise capitaliste, la crise de direction politique de la bourgeoisie, le maintien du potentiel de combat de la classe ouvrière et le début d'une recomposition du mouvement ouvrier font que de brusques retournements de situation restent à l'ordre du jour dans toute une série de pays. »

Ce faisant, le congrès traçait la tâche de l'heure pour les sections et avant tout leurs directions dans un tel contexte, précisant : *« Une démoralisation de la classe ouvrière est évidemment possible à long terme, conséquence de graves défaites et d'un échec de l'intervention des révolutionnaires. Mais la première des nécessités, c'est de s'opposer aujourd'hui à tout défaitisme comme à toute sous-estimation de la gravité de la crise, de sa durée et de ses conséquences (pauvreté, des régimes plus répressifs, des dictatures, des guerres impérialistes contre-révolutionnaires). Les luttes décisives sont devant nous et non derrière nous. Les capacités de lutte des masses travailleuses et du mouvement social demeurent immenses, mais leur possibilité de vaincre dépend plus que jamais de la construction d'une direction révolutionnaire effectivement capable de mener à bien ses tâches. »* Conclusion décisive que se doit de réaffirmer avec force la section française.

L'explosion sociale de Mai 68

L'explosion sociale de Mai 68 a révélé, cristallisé les rapports de forces entre les classes façonnés par la longue période d'expansion de l'après-guerre.

Le poids social de la classe ouvrière s'était accru. De nouvelles générations n'ayant pas connu les défaites antérieures accédaient, nombreuses, au travail. Les acquis sociaux obtenus depuis la Libération avaient amélioré la situation matérielle des travailleurs.

Pour la classe ouvrière, Mai 68 fut l'occasion d'exiger son dû en période d'expansion, sur l'ensemble de ses conditions de vie et de travail, l'occasion pour les forces neuves du mouvement ouvrier de s'attaquer au carcan issu du coup d'Etat de 1958 et d'exiger une extension des droits démocratiques.

En dépit de leur profonde mobilisation, l'insuffisance de l'auto-organisation des masses, le caractère seulement embryonnaire du double pouvoir, la politique des réformistes et l'absence d'une direction révolutionnaire empêchèrent la crise révolutionnaire de mai 68 de déboucher sur un affrontement généralisé dans l'Etat bourgeois. Elle l'ébranla cependant au point de créer un vide du pouvoir. Elle scella ainsi, de ce fait, l'ouverture d'une période de renouveau de la lutte des classes dont témoigne une crise durable du mode de domination bourgeois. Le gaullisme avait pu s'engager dans une modernisation et une industrialisation profonde des moyens de production, dans une liquidation des structures archaïques de l'époque coloniale grâce au « consensus » de 1958, à sa capacité de neutraliser l'activité ouvrière jusqu'au milieu des années soixante.

Mai 68 marque l'entrée en scène sur le champ social et politique de la classe ouvrière, remettant en cause cet équilibre.

La grève générale porta la combativité ouvrière à un haut niveau et provoqua une polarisation certaine parmi les travailleurs. Celle-ci s'exprima dans l'élévation du niveau d'organisation de toute la classe, dans le développement des groupes

révolutionnaires parmi les couches périphériques du prolétariat. Son onde de choc poussa au développement du PSU et de la CFDT, à l'implantation du PCF parmi de nouvelles couches, amena le courant social-démocrate à reconstituer un parti capable de répondre à la politisation. Tant le mouvement ouvrier que la bourgeoisie s'efforcèrent de s'adapter aux caractéristiques de la période ouverte par Mai 68 (reconstruction du PS, signature du Programme commun plaçant les partis ouvriers en situation d'être candidats au pouvoir d'un côté, émergence d'un courant libéral, mutation du parti gaulliste de l'autre).

Un tournant dans la période

Le milieu des années soixante-dix, avec l'approfondissement qualitatif de la crise économique, marqua un tournant dans la période ouverte en 1968.

La longue phase de dépression marquée par les premières récessions généralisées touche plus durement la France comme le reste des Etats capitalistes d'Europe.

La crise intervient en France dans un contexte de montée de l'Union de la gauche, d'une élévation du niveau d'organisation et d'incapacité de la bourgeoisie à régler la succession de De Gaulle. Les grèves de l'automne 1974 (postiers, cheminots, hospitaliers, etc.) mettent en lumière le refus des directions traditionnelles d'organiser l'affrontement avec le pouvoir de la bourgeoisie.

Dès lors, deux mouvements se sont combinés. Les plans d'austérité mis en place par Giscard-Barre renforcèrent aux yeux des travailleurs la nécessité du changement, le recul des forces bourgeoises et donc la crédibilité de l'UG. Les cantonales de 1976, les municipales de 1977, où y compris les révolutionnaires réalisèrent leurs meilleurs scores, vont traduire ce mouvement. Parallèlement, le refus d'organiser une riposte d'ensemble aux plans Barre successifs hypothèquent la crédibilité d'une issue par la mobilisation gréviste, des mouvements puissants en Lorraine et dans les régions les plus directement touchées se heurtant au refus de généralisation et au sabotage des directions réformistes.

Ainsi, au fur et à mesure que montait l'exigence du changement politique baissait la crédibilité dans les capacités du mouvement ouvrier de répondre par d'autres moyens que le bulletin de vote aux attaques capitalistes.

Le changement pour la grande masse des travailleurs devait venir de l'accession des partis ouvriers au gouvernement. C'est donc vers ceux-ci qu'ils se tournent. En même temps, on assiste à une régression de la confiance dans le mouvement social de la classe.

Le contexte économique de la crise amenant la bourgeoisie à l'offensive pour restaurer ses taux de profit (début de remise en cause des acquis de la phase d'expansion), les directions réformistes en France comme dans le reste de l'Europe refusent toute perspective de déstabilisation et courent au secours d'une bourgeoisie qui n'a pas sans leur concours les moyens de sa politique. Ce fut le fait des sociaux-démocrates avec la réactualisation du Programme commun ou encore avec le rapport Moreau dans la CFDT.

Cela se doubla en France des effets de la division politique et syndicale initiée par le PCF visant notamment à enlever toute perspective d'affrontement avec les capitalistes dans l'éventualité d'une victoire électorale.

Le contexte social et politique fit qu'aucune de ces deux opérations ne put être menée jusqu'à son terme. Le congrès de Metz du Parti socialiste en 1979 montra les limites d'une « réactualisation » à droite de ses projets, en même temps que naissait, dans la CFDT, une forte opposition au « recentrage ». Du côté du PCF et de la CGT, le mouvement Union dans les luttes, puis l'appel de Marseille, témoignaient de la résistance qui se développait au processus de division. Bloquée sur le terrain des luttes, c'est sur le terrain électoral que s'est alors empiriquement portée la classe ouvrière pour tenter d'y battre en brèche la politique de division.

La division renforça la perte de crédibilité dans l'action du mouvement ouvrier, et même si le PCF et la CGT furent les premiers à en faire les frais, elle accentua la prise de distance avec tous les appareils politiques et syndicaux.

Le rejet de l'austérité, la conscience de la nécessité d'un changement politique furent pourtant assez forts pour imposer la victoire de mai 1981. Cette dernière ne se caractérise nullement par la défection de quelques couches petites-bourgeoises, traduisant un « ras-le-bol » du régime giscardien, mais par un vote ouvrier massif, qui porte au pouvoir un gouvernement dont il attend le « changement », la satisfaction des revendications les plus urgentes et qu'il sorte le pays de la crise.

Pour autant, les stigmates de l'avant-mai 1981 n'avaient pas disparu. Et c'est en cela que le parallèle avec le Front populaire a pu fausser nos analyses. L'accession au pouvoir du Front populaire n'avait certes pas été précédée par une longue période de montée de la combativité ouvrière dans les usines. Mais elle se situait par contre à la crête d'une poussée unitaire qui s'était caractérisée non seulement par le rapprochement des partis ouvriers mais par une réunification syndicale. Mai 1981 se situe au contraire à la crête d'un profond processus de division.

Confrontée à la fois aux attaques du patronat et du gouvernement, à la division exacerbée, à la politique de ses directions et surtout à l'absence d'alternative crédible, la classe ouvrière se trouve dans une situation défensive qu'ont souligné les tests de 1983-1984 (sidérurgie, Talbot, Citroën, Charbonnages, navale, etc.).

La classe ouvrière aborde donc la situation à venir avec un passif certain, du fait des points marqués par les possédants grâce à l'action des directions réformistes à l'approche d'une offensive beaucoup plus profonde de la bourgeoisie contre les conditions de vie et de travail de la population laborieuse. La bourgeoisie a un absolu besoin de mettre la barre plus haut : baisse massive du pouvoir d'achat dont la remise en cause de l'indexation des salaires n'est que le premier maillon, remise en cause fondamentale du système d'assurances sociales, instauration d'une flexibilité généralisée de l'emploi visant à long terme à la restructuration et à l'atomisation de la classe ouvrière.

La situation actuelle

La situation actuelle a pour originalité de lier les traits d'un contexte nettement défavorable pour le prolétariat avec une incapacité maintenue pour les possédants d'imposer leurs solutions et d'œuvrer à une sortie de la crise. Cela en trace à la fois les possibilités et les limites. La classe ouvrière dispose encore du potentiel pour engager la riposte, mettre un coup d'arrêt à l'offensive bourgeoise et renverser le cours des choses. Cela rend en particulier possibles des combats importants dans

les entreprises ou branches d'industrie confrontées à des attaques contre l'emploi, les salaires ou les acquis. De plus, la faillite des organisations réformistes et de leurs projets, comme l'expérience de la gauche aux affaires favorisent l'apparition d'éléments de recomposition du mouvement ouvrier. De façon encore embryonnaire et éclatée, des dizaines de milliers de travailleurs et de militants cherchent le chemin d'une alternative de classe à l'impasse présente.

Les positions acquises par la classe ouvrière au cours de la longue phase d'expansion économique qui suivit la Seconde Guerre mondiale et renforcées après 1968 sont loin d'être détruites. La force structurelle du prolétariat, ses grandes conquêtes et le poids de ses organisations interdisent toujours à la bourgeoisie d'imposer une solution globale à la crise. La restauration des profits demeure très largement insuffisante en regard des exigences de l'accumulation capitaliste. Objectivement, la classe ouvrière dispose encore du potentiel et des ressources nécessaires pour mettre en échec l'offensive bourgeoise. Cela se reflète, pour une part, dans l'incapacité des possédants à réorganiser les formes de leur domination politique, frappées, en France comme dans tous les pays d'Europe capitaliste, par une usure aggravée par le développement de la crise.

L'engagement d'une contre-offensive, voire même l'extension et la généralisation des conflits, sont cependant rendus bien plus difficiles qu'auparavant. Car si nombre de contradictions politiques et sociales à l'œuvre dans la période précédente continuent d'opérer, un premier volet de la restructuration du capitalisme est en cours de réalisation, sans provoquer de confrontations sociales de grande ampleur : institutionnalisation d'un volant de chômage de plusieurs millions d'hommes et de femmes, baisse globale du coût salarial par le remodellement de l'organisation du travail, approfondissement des divisions sociales parmi les salariés. De telles attaques continuent à affaiblir la classe ouvrière et posent les bases d'une offensive plus profonde. Dès lors, inverser la tendance, créer les conditions d'une mobilisation générale suppose aujourd'hui de réunir des conditions qualitativement nouvelles.

Tracer ce cadre politique n'implique nullement de sonner l'heure du repli. Il fixe cependant notre ligne d'intervention et conduit à adapter nos propositions d'action pour la défense des revendications essentielles à l'état présent de la mobilisation et de la conscience des masses. Cela détermine clairement notre démarche : œuvrer, dans toutes les échéances politiques et sociales, à la construction d'un rapport de forces favorable à la classe ouvrière, un rapport de forces permettant à cette dernière de pouvoir, de nouveau, pleinement peser sur la scène politique, par ses propres méthodes.

L'un des tests majeurs de cette situation proviendra de la capacité ou non des éléments de direction alternative de gagner en autorité, de se porter à la tête des luttes, de leur fournir les perspectives qui font aujourd'hui défaut à leur déclenchement. C'est pourquoi il importe de lier étroitement la bataille pour forger l'union des travailleurs dans les luttes et toutes les initiatives visant à dégager une direction alternative pour la classe ouvrière.

Face à la crise

L'ensemble de ces facteurs explique que mai 1981 ne fut suivi d'aucun essor des luttes populaires, malgré les potentialités de la situation. C'est pourquoi

s'installe une phase d'attentisme face au gouvernement dominé par le PS et le PCF. Les salariés en attendaient des mesures endiguant la dégradation de leurs conditions de vie et de travail. Loin de répondre à cette attente, la gauche s'est rapidement engagée dans une austérité correspondant pour l'essentiel aux besoins du grand patronat

Massif parmi les salariés au début du septennat de Mitterrand, le refus de faire les frais de la crise (pouvoir d'achat, emploi, acquis) n'a trouvé aucun débouché sur le terrain de l'action de masse, ni sur le terrain des perspectives alternatives à la politique des réformistes au pouvoir qui justifient la nécessité de serrer la ceinture dès 82.

Dès lors, si les luttes de résistance sur une série de terrains traduisent toujours un refus largement partagé d'accepter les conséquences de l'offensive capitaliste, on assiste simultanément à l'élargissement d'un sentiment d'impuissance face à la crise, au renforcement d'un réalisme alimentant l'accentuation des divisions sociales et la recherche de solutions individuelles.

Pour autant, le niveau atteint du point de vue de la restauration du taux de profit pour la bourgeoisie reste largement insuffisant en regard des intérêts et des objectifs de la bourgeoisie.

Les attaques contre la classe ouvrière ne peuvent aller qu'en s'amplifiant sur la base du premier volet déjà réalisé qui jette partiellement les bases d'un projet plus radical d'offensive anti-ouvrière. Il ne faut cependant pas en sous-estimer ni la portée ni les effets en retour sur les plus grandes difficultés d'organiser la riposte ouvrière :

- l'institutionnalisation d'un fonctionnement « normal » de la société avec trois millions de chômeurs par exemple a des effets multiples et désagrégateurs : division de la classe ouvrière en deux secteurs, faiblesse de l'organisation globale de la masse des chômeurs, extériorité totale des organisations traditionnelles du mouvement ouvrier, allongement de la durée du chômage, diminution progressive du taux d'indemnisation et du taux d'indemnisés ;

- la progression continue du travail précaire, intérimaire, à temps partiel, à horaires variables, multiplie les statuts, aboutit à une baisse du coût salarial et à une désorganisation de la classe ouvrière, à l'accentuation des divisions sociales ;

- la défaite infligée à une série de grandes concentrations industrielles (sidérurgie, automobile, charbon par exemple) entraîne un début de démantèlement des bastions de la classe ouvrière et renforce les phénomènes d'atomisation.

Les projets qui se dessinent au-delà, concernent des attaques d'une toute autre envergure :

- le passage d'une grande partie des lieux de regroupements massifs de la classe ouvrière industrielle, produits de la période d'expansion économique, au profit d'un développement de l'automatisation et d'une restructuration de l'appareil productif autour d'entreprises performantes plus petites ;

- une baisse massive du pouvoir d'achat qui est loin d'être réalisée malgré la mise en cause du principe de l'indexation qui lui ouvre la voie ;

- une remise en cause dans les principes et dans les faits de la protection sociale pour tous ; une privatisation systématique des grands services publics et une attaque contre la place actuelle de la fonction publique ;

- l'instauration d'une flexibilité généralisée de l'emploi qui soit fonction des aléas

de la conjoncture et des besoins patronaux ; contestation sur ces bases des conventions collectives et des formes « traditionnelles » de la concertation ou de la négociation.

Pour la bourgeoisie, la tâche est encore d'une ampleur considérable. Rien dans les conditions présentes du prolétariat au sein de la société, ne peut lui laisser en espérer la réalisation sans une offensive généralisée. Et même réalisée, elle ne suffirait pas à déterminer une issue capitaliste à la crise : c'est dans une redistribution globale de la division du travail à l'échelle internationale et du marché que se joue une issue à la crise. Cela concerne donc des questions beaucoup plus fondamentales tant dans les pays impérialistes, où la concurrence s'exacerbe, que dans les rapports aux pays dominés.

Il n'y a pas pour la bourgeoisie d'issue nationale à la crise. Des capacités de chaque bourgeoisie nationale à imposer la restructuration nécessaire à sa propre classe ouvrière, dépend par contre la possibilité pour elle de prétendre jouer un rôle central dans la concurrence internationale.

Les rapports de forces résultant de la phase d'expansion capitaliste des années 60 et consolidés dans l'après-68 sont dégradés, mais les attaques capitalistes lancées à la faveur de la crise économique ne sont pas parvenues à les inverser : les positions acquises par la classe ouvrière sont loin d'être détruites ; la force structurelle du prolétariat, ses grandes conquêtes et le poids de ses organisations interdisent toujours à la bourgeoisie d'imposer une solution globale à la crise ; les travailleurs disposent du potentiel pour engager la riposte. C'est pourquoi le contexte actuel revêt un caractère intermédiaire où la situation nettement défensive de la classe ouvrière se combine avec le maintien de positions de force incompatible avec la réalisation des plans de la bourgeoisie.

Le retard accumulé par le prolétariat dans la réaction à l'offensive bourgeoise a donc permis à celle-ci de marquer des points et en retour d'affaiblir le prolétariat sur le terrain social. Mais cet affaiblissement n'exclut pas qu'une attaque frontale de la bourgeoisie déclenche une riposte de la classe ouvrière : lutte importante dans une branche, à l'échelle d'une région contre une attaque gouvernementale des acquis sociaux, ou mobilisation ponctuelle par exemple.

Par contre, en l'absence d'éléments qualitativement nouveaux, cette riposte a peu de chances de se traduire par une généralisation ou une centralisation des luttes permettant une modification fondamentale des rapports de forces au profit de la classe ouvrière. Des luttes peuvent certainement se dérouler sans qu'existe encore au sein du mouvement ouvrier une direction alternative reconnue ; et ces luttes de riposte seront un élément clé pour son dégagement. Mais il faudra du temps pour que d'une expérience collective de la classe ouvrière, soient tirées les leçons quant aux voies et aux moyens de reconstruire la mobilisation et de passer à la contre-offensive.

Cette situation d'impasse pour le mouvement de masse se combine avec la politisation de certains de ses secteurs, à la lumière de l'expérience elle-même. C'est pourquoi, la construction d'une alternative politique aux directions réformistes prend aujourd'hui un caractère central. Mais les conditions générales limitent les possibilités de cristallisation rapide d'un large courant de masse opposé à l'orientation des appareils bureaucratiques.

Ainsi, sur près de vingt ans, la classe ouvrière et son avant-garde ont accumulé une série d'expériences politiques : Mai 68 et sa trahison par les directions

majoritaires, l'Union de la gauche et sa fracture en 77, la division acharnée du mouvement ouvrier entre 78 et 81, la faillite des projets réformistes telle qu'elle apparaît à l'issue de dix années de dépression économique et de cinq ans de gouvernement de gauche. Dans le contexte politique et social prévalant depuis le milieu des années soixante-dix, ces éléments produisent en permanence des conséquences contradictoires parmi les militants ouvriers. Une partie d'entre eux, déçue par l'évolution de la situation — en particulier depuis 1981 — se trouve gagnée par le désarroi, le découragement, voire l'adaptation à la crise. Mais une autre partie prend ses distances ou rompt carrément avec les directions du mouvement ouvrier traditionnel.

Parallèlement, une nouvelle génération tend à émerger et constitue un potentiel de contestation sociale. En grande partie extérieure au mouvement ouvrier organisé et n'ayant pas connu toutes ses expériences politiques récentes, elle se mobilise d'abord sur des terrains qui n'apparaissent pas encombrés par les manœuvres politiques et qui sont porteurs de valeurs de solidarité et de respect des droits humains. La lutte contre le racisme en est la principale traduction.

Ce cadre politique dessine le risque de la situation. L'accumulation des éléments de dégradation des rapports de forces, de recul des positions du monde du travail peuvent déboucher sur une nouvelle succession de batailles perdues ou non livrées, ouvrant alors la voie à un reflux généralisé voire à une défaite de la classe ouvrière. Toutefois, le seuil que la bourgeoisie doit nécessairement franchir dans ses attaques contre la classe ouvrière, pour faire face à l'aggravation de la crise peut se heurter à une réaction des travailleurs, modifiant alors les conditions des affrontements futurs.

Les phénomènes de différenciation et de recomposition du mouvement ouvrier, ainsi que les nouvelles formes de radicalisation par exemple face au racisme, constituent des facteurs primordiaux pour travailler à l'inversion des processus actuels. Dès lors, notre ligne d'intervention s'articule autour de deux éléments étroitement liés. D'une part, nous visons, en nous appuyant sur toute expérience collective des masses, à reconstruire un rapport de forces favorable à la classe ouvrière, permettant à cette dernière de reconstituer ses capacités de combat et de pouvoir, de nouveau, intervenir sur la scène politique, par ses propres méthodes. D'autre part, nous mettons en œuvre une démarche permanente et de longue durée, de construction d'une direction alternative pour la classe ouvrière, en prenant notamment appui sur les éléments de maturation au sein du mouvement ouvrier.

Motions sur les élections de 1986

Motion sur l'alternative

L'appréciation de la situation politique et la crise du mouvement ouvrier nous ont amenés, il y a plus d'un an, à engager une démarche unitaire offensive. Notre volonté de tisser des liens avec les organisations et militants se situant en rupture par rapport à la politique gouvernementale s'est concrétisée par un certain nombre de propositions.

D'une part, des prises de position communes et la mise sur pied de collectifs unitaires visant à affirmer la nécessité du débat et de l'action sur les thèmes clés de la situation. Ces collectifs devaient à nos yeux constituer des pôles susceptibles de servir de références aux travailleurs se posant le problème de sortir des ornières de la collaboration de classes, cherchant à agir pour changer la situation. Dans ces conditions, ils pouvaient constituer de possibles médiations pour agir sur la crise des organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier. Il s'agit donc d'une démarche qui doit s'inscrire dans la durée et viser au-delà de l'échance de 1986, même si celle-ci constitue une échéance politique décisive.

Dans le cadre des élections de 1986, nous nous sommes déclarés favorables à la recherche d'un accord avec LO qui s'inscrit dans une triple continuité :

- notre caractérisation de l'attitude politique générale de LO : indépendance par rapport au gouvernement, au PS et au PC, défense des intérêts de classe fondamentaux ;
- notre caractérisation de la place qu'occupe un accord électoral national entre nos organisations dans l'augmentation de nos capacités à influencer une large couche de travailleurs peu ou pas organisés ;
- celle de rapports loyaux et sans ambiguïtés entre nos deux organisations.

Mais un tel accord, positif, serait limitatif au regard des exigences de la situation. C'est pourquoi nous avons mis en avant la perspective d'une large coalition électorale allant de LO et la LCR jusqu'aux Verts. Une telle coalition, fondée sur quelques points fondamentaux dans la situation (refus de l'austérité, combat contre le racisme, solutions anticapitalistes, internationalisme, défense de l'environnement, etc.) pouvait s'appuyer sur les convergences apparues dans les mobilisations, relayer les avancées effectuées sur le terrain de l'alternative et répondre positivement aux enjeux électoraux et politiques de 1986 en affirmant une force unitaire « à la gauche de la gauche ».

Le bilan présent de cette bataille est double :

a. Quelles que soient les évolutions qu'elle a provoquées en ce qui concerne les organisations politiques, une large coalition électorale pour 1986 n'est pas possible. En effet, les différentes forces nationales susceptibles d'être parties prenantes d'un tel projet ne sont pas prêtes à s'y impliquer à l'échelle nationale.

b. Au plan local, par contre, des collectifs réellement unitaires se sont mis en place dans une vingtaine de villes. Ces collectifs se posent le problème d'intervenir sur le champ politique, en particulier à l'occasion de 1986. Plusieurs d'entre eux envisagent de présenter des listes aux régionales.

Malgré des limites évidentes liées à la situation politique, de premiers résultats ont été obtenus. Quelles que soient ces limites, la LCR estime que ce mouvement est positif, car il jette des ponts pour l'après-1986. La LCR soutient donc totalement.

Motion sur la tactique électorale

I. Les élections législatives de mars 1986 constituent la priorité politique, militante et financière pour la campagne de la LCR. Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour rassembler les conditions permettant de présenter un maximum de listes aux législatives et, en tout état de cause, dans un minimum de vingt-cinq départements.

II. Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour organiser la campagne de la LCR selon les principaux axes suivants :

a. Dénoncer la compromission du gouvernement avec les patrons et les possédants ; faire apparaître une force anticapitaliste contre la trahison des intérêts ouvriers et populaires par le PS et le PCF, dont la politique commune, jusqu'en 1984 et séparée depuis, favorise l'offensive de la droite et de l'extrême droite ;

b. Barrer la route à la droite revancharde et à l'extrême droite raciste qui veulent aggraver les attaques déjà lancées contre les travailleurs et leur faire payer la crise ;

c. Populariser les éléments clés d'une politique au service des travailleurs et tournée contre le profit capitaliste.

— Contre l'austérité et le chômage, l'amputation du pouvoir d'achat, la remise en cause des acquis et de la protection sociale ;

— contre le racisme, pour l'égalité complète des droits entre immigrés et Français ;

— contre l'oppression des femmes et l'offensive réactionnaire dont elles sont victimes ;

— pour la solidarité internationale de la Pologne au Nicaragua, pour l'indépendance de la Kanaky et celle de tous les peuples asservis par l'impérialisme français ;

— contre la force de frappe et la militarisation, contre le nucléaire et la destruction de l'environnement.

En menant campagne sur ces axes, la LCR défendra la nécessité de construire une force anticapitaliste qui soit une garantie pour la défense sans compromis des intérêts ouvriers, et qui rassemble tous ceux et celles qui savent qu'aucune confiance ne peut être faite, dans ce domaine, au PS et au PCF.

III. Depuis plusieurs mois, la LCR combat pour la construction d'une alternative anticapitaliste. Le congrès de la LCR a réaffirmé que cette démarche ne s'arrête pas avec les élections de 1986. Pour ces élections, la LCR avait proposé une large coalition électorale allant des Verts à LO. LO est la seule organisation prête à

s'engager avec nous dans une campagne nationale. Dans quelques départements seulement, des regroupements unitaires semblent prêts à se présenter aux élections. Dans ces conditions :

— la présence nationale des révolutionnaires dans la campagne législative et la nécessité d'y défendre une politique alternative à celle des directions réformistes du PS et du PCF constituent un objectif essentiel. L'affirmation d'un pôle révolutionnaire crédible dans cette campagne représente une nécessité urgente, y compris comme point d'appui pour poursuivre la bataille unitaire à l'occasion des législatives ;

— le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour conclure dans les plus brefs délais avec LO un accord national qui devrait aboutir à :

a. Un effort financier et militant des deux organisations qui permette une présence nationale des listes communes atteignant un niveau nécessaire pour leur crédibilité face aux forces politiques ;

b. Une campagne unitaire sur la base d'une plate-forme politique commune et selon des modalités techniques à mettre au point entre les directions nationales des deux organisations.

— Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour proposer à LO que les deux organisations, dans les départements où elles ont décidé de se présenter, s'adressent ensemble aux autres forces politiques afin de constituer des listes communes aux législatives, là où c'est possible. Dans cette éventualité, la LCR et LO proposeraient que la discussion et la rédaction des plates-formes concernées se fassent sur une base unitaire large respectant les positions de chacun ;

— d'ici mars 1986, les militantes et militants de la LCR consacrent leurs efforts à l'organisation de la campagne législative nationale avec LO et pour tenter de constituer un cadre unitaire plus large partout où c'est possible, au niveau départemental ;

— Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour soutenir d'éventuels processus unitaires déjà engagés et les listes unitaires susceptibles d'être présentes dans un certain nombre de départements aux régionales et dans quelques cas aux législatives. Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour proposer un soutien ou une participation à ces mêmes processus et listes.

IV. Dans le cadre de la priorité qu'elle accorde à la campagne législative, la LCR participera à la constitution de listes régionales en fonction de la réalité et de la représentativité des composantes qui peuvent en être à l'initiative, au travers d'accords unitaires ou de collectifs locaux.

Le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour assurer la participation ou le soutien de la LCR à de telles listes, dans la mesure où leur plate-forme et leur campagne se situent sur des bases politiques convergentes avec celles de la LCR, c'est-à-dire clairement en opposition à la droite et à l'austérité gouvernementale et affirmant la nécessité d'une force anticapitaliste à la gauche du PS et du PCF.

L'objectif de la souscription correspond à la nécessité de présenter des listes de la LCR dans au moins vingt-cinq départements. Il est donc impératif. Au-delà de ces vingt-cinq listes, notamment dans le cadre d'un accord national LCR-LO, le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour décider définitivement en décembre de la répartition des efforts fournis entre législatives et

régionales. La condition pour la participation à des listes régionales reste la réalisation des objectifs locaux des villes pour la souscription nationale.

V. Le congrès mandate le comité central pour définir les modalités d'une bataille systématique en direction du MPPT et des Verts, qui présenteront des listes dans la plupart des départements.

Tous les membres de la LCR sont engagés dans une même campagne et y défendent la même plate-forme politique, quelles que soient les conditions électorales de leur département.

Dans les départements où la LCR n'aura pas présenté de liste ou n'en soutiendra aucune dans le cadre des accords conclus, le congrès mandate le comité central et le bureau politique pour appliquer les consignes suivantes :

– nous appellerons à voter pour des listes se situant clairement à gauche du PS et du PCF : listes unitaires locales, MPPT, organisations d'extrême gauche, listes locales se situant à gauche et se prononçant contre la politique d'austérité à l'initiative de militants écologistes par exemple ;

– dans le cas où de telles listes ne seraient pas présentes, nous ne renvoyons pas dos à dos partis bourgeois et partis ouvriers réformistes ; nous appellerons à voter pour le PS et le PCF avec comme seule explication que nous ne ferons rien qui puisse aider la droite à revenir au pouvoir.

Sommaire

1981-1986 : la faillite du PS et du PCF et ses effets sociaux	7
L'ébranlement du mouvement ouvrier	11
Reconstruire un rapport de forces favorable aux travailleurs	19
Avancer vers un parti des travailleurs, regrouper une alternative anticapitaliste	31
Former une coalition électorale à la gauche de la gauche.	39
Débat spécifique sur la période	43
Motions sur les élections de 1986	51



Flexibilité:

Fabius libère les patrons

La revanche sur 36

Rouge

De retour du Pacifique Dorothée Piermont:

Le nucléaire français a déjà tué

Rouge

La ballade des patrons

Une seule marche antiraciste

Une seule marche antiraciste

Greenpeace, le dernier des gâchés

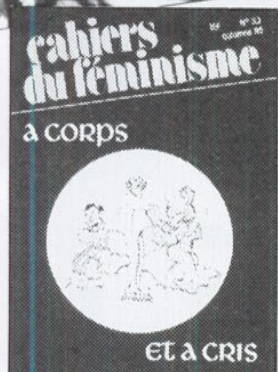
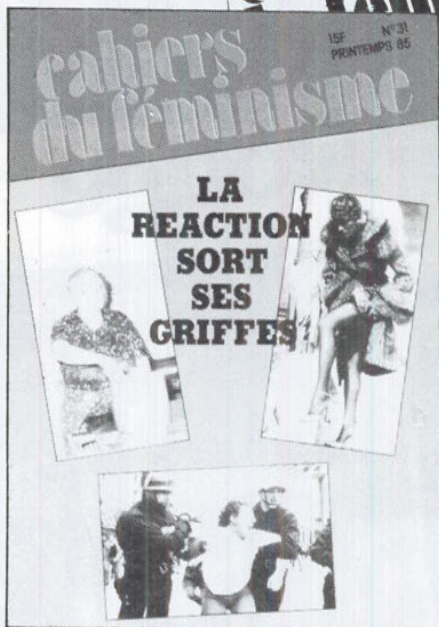
Construire une gauche

sans compromissions

cahiers du féminisme

cahiers
féminisme

N° 26
Automne 83 15 F^{***}



Souscription législatives 86

2,5 millions de francs

**Pour des candidat(e)s
de la gauche
anticapitaliste en 1986**

En 1986, la LCR veut concrétiser les batailles qu'elle a menées par une vaste campagne politique :

- contre la politique d'austérité du gouvernement ;
- contre les projets de revanche de la droite ;
- pour rassembler une force anticapitaliste dans la perspective d'un nouveau parti pour les travailleurs.

Deux millions et demi de francs — 250 millions de centimes —, voilà, d'après nos premières estimations, le coût de la campagne que nous devons et voulons mener en 1986 !

Envoyez vos chèques à l'ordre de la LCR,
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil.

Rouge

- ◆ Hebdomadaire édité par la société Presse-Edition-Communication, SARL au capital de 70 000 F (duree : 60 ans), 9, rue de Tunis, 75 011 Paris
- ◆ Gérant : Léon Crémieux
- ◆ Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Christian Lamotte
- ◆ Tirage : 10 000 exemplaires
- ◆ Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93 108 Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 80 (lignes groupées).
- ◆ Composition impression : Rotographie, Montreuil. ☎ (1) 48 59 00 31.
- ◆ Commission paritaire 63922

20 F.

